



Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2013

Les documents budgétaires

Chaque année, le gouvernement établit son budget des dépenses, qui présente l'information à l'appui des autorisations de dépenser demandées au Parlement pour l'affectation des fonds publics. Ces demandes d'autorisations sont présentées officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le budget des dépenses, qui est déposé à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, comporte trois parties :

Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement présente un aperçu des dépenses fédérales et résume les principaux éléments du budget principal des dépenses.

Partie II – Le budget principal des dépenses étaye directement la Loi de crédits. Le budget principal des dépenses énonce les autorisations de dépenser (crédits) et les sommes à inclure dans les projets de loi de crédits ultérieurs. Le Parlement devra adopter ces crédits afin que le gouvernement puisse mettre en application ses plans de dépenses. Les Parties I et II du budget des dépenses sont déposées le 1^{er} mars ou avant.

Partie III – Le Plan de dépenses du ministère est divisé en deux documents :

- 1) **Les rapports sur les plans et les priorités (RPP)** sont des plans de dépenses établis par chaque ministère et organisme (à l'exception des sociétés d'État). Ces rapports présentent des renseignements plus détaillés, pour une période de trois ans, sur les principales priorités d'une organisation, et ce, par résultat stratégique, activité de programme et résultat prévu, incluant des liens aux besoins en ressources connexes. Les RPP contiennent également des données sur les besoins en ressources humaines, les projets de transformation, les subventions et contributions, et les coûts nets des programmes. Ils sont déposés au Parlement, au printemps, par le président du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables des ministères et des organismes qui dépendent des crédits parlementaires et qui sont désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Ils font l'objet d'un renvoi aux comités qui peuvent ensuite faire rapport à la Chambre des communes conformément au paragraphe 81(7) du Règlement.
- 2) **Les rapports ministériels sur le rendement (RMR)** rendent compte des réalisations de chaque ministère et organisme en fonction des attentes prévues en matière de rendement qui sont indiquées dans leur RPP. Ces rapports sur le rendement, qui portent sur la dernière année financière achevée, sont déposés au Parlement en automne par le président du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables des ministères et des organismes qui dépendent des crédits parlementaires et qui sont désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le budget supplémentaire des dépenses étaye directement la Loi de crédits. Le budget supplémentaire des dépenses énonce les autorisations de dépenser (crédits) et les sommes à inclure dans les projets de loi de crédits que le Parlement doit adopter afin que le gouvernement puisse mettre en application ses plans de dépenses. Le budget supplémentaire des dépenses est habituellement déposé trois fois par année, soit un premier document en mai, un deuxième à la fin octobre et un document final à la fin février. Chaque budget supplémentaire des dépenses est caractérisé par une lettre alphabétique (A, B, C, etc.). En vertu de circonstances spéciales, plus de trois budgets supplémentaires des dépenses peuvent être publiés au cours d'une même année.

Le budget des dépenses de même que le budget fédéral du ministre des Finances sont le reflet de la planification budgétaire annuelle de l'État et de ses priorités en matière d'affectation des ressources. Ces documents, auxquels viennent s'ajouter par la suite les Comptes publics et les rapports ministériels sur le rendement, aident le Parlement à s'assurer que le gouvernement est dûment comptable de l'affectation et de la gestion des fonds publics.

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le
Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux, 2012.

Ce document est disponible en médias substituts sur demande.

Ce document est disponible sur le site Web du SCT à l'adresse suivante : <http://www.tbs-sct.gc.ca>.

En vente chez votre libraire local ou par la poste auprès de
Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) KIA 0S5

Téléphone : 613-941-5995
Commandes seulement : 1-800-635-7943 (Canada et É.-U.)
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757 (Canada et É.-U.)
Internet : <http://publications.gc.ca>

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé pour désigner tant les hommes que les femmes.

No. de catalogue : BT31-2/2-2013
ISBN : 978-0-660-67452-0

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2013

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction au budget supplémentaire des dépenses.....	7
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses.....	17
<i>Tableaux sommaires</i>	
Aperçu des tableaux sommaires	23
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	24
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2012-2013	30
<i>Détails par ministère, organisme et Société d'État</i>	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère.....	37
Agence canadienne de développement international	39
Centre de recherches pour le développement international.....	40
Commission de la capitale nationale.....	40
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère.....	45
Commission canadienne des affaires polaires.....	47
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère.....	51
Société d'expansion du Cap-Breton	52
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère.....	55
Agence canadienne d'inspection des aliments	57
ANCIENS COMBATTANTS	
Ministère.....	59
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère.....	61
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	62
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat.....	66
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère.....	69
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	70
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère.....	74
Centre de la sécurité des télécommunications.....	75
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	76
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	
ENVIRONNEMENT	
Ministère.....	82
Agence Parcs Canada.....	83
FINANCES	
Ministère.....	87
Tribunal canadien du commerce extérieur	88
INDUSTRIE	
Ministère.....	92
Agence spatiale canadienne.....	94
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	95
Conseil national de recherches du Canada.....	96
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	97
Conseil de recherches en sciences humaines	98
JUSTICE	
Ministère.....	102
Service administratif des tribunaux judiciaires	103
Bureau du directeur des poursuites pénales	104
PARLEMENT	
Chambre des communes.....	107
Bibliothèque du Parlement	107
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère.....	112
Société Radio-Canada	113
Musée canadien des droits de la personne.....	113
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	114
Musée national des sciences de la technologie	114
Commission de la fonction publique.....	114
PÊCHES ET OCÉANS	
	116

Table des matières

Détails par ministère, organisme et Société d'État

Page

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère.....	122
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	124

RESSOURCES NATURELLES

Ministère.....	127
Énergie atomique du Canada limitée.....	128
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	129
Office national de l'énergie.....	129

SANTÉ

Ministère.....	132
Instituts de recherche en santé du Canada.....	134
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	135
Agence de la santé publique du Canada.....	136

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère.....	142
Agence des services frontaliers du Canada.....	144
Service canadien du renseignement de sécurité.....	145
Gendarmerie royale du Canada.....	146

TRANSPORTS

Ministère.....	151
La Société des ponts fédéraux Limitée.....	152
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	153
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.....	154
VIA Rail Canada Inc.....	154

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Services partagés Canada.....	157
-------------------------------	-----

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.....	162
---	-----

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de quatre sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État;*
4. *Annexe.*

Objectif et renseignements généraux

Chaque année, le gouvernement prépare un budget des dépenses pour demander au Parlement l'autorisation de dépenser des fonds publics. Cette demande d'autorisation de dépenser est présentée officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses sont déposés à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, et ils appuient l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement du Canada qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers.

Le budget supplémentaire des dépenses renferme aussi des renseignements mis à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et de divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits.

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement avant la loi de crédits connexe qui accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor en vue d'exécuter ses programmes et d'offrir ses services. Ainsi, les divers comités permanents du Parlement ont suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits.

La pratique consiste à déposer un budget supplémentaire des dépenses pour chacune des trois périodes parlementaires d'octroi des crédits, lesquelles se terminent le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars, respectivement. Le présent budget supplémentaire des dépenses (B) est le deuxième budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice en cours.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour – Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

Le Budget principal des dépenses 2012-2013, déposé le 28 février 2012, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 91,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires et 0,1 milliard de dollars en dépenses non budgétaires. Il présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 160,0 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 2,0 milliards de dollars en recouvrements nets non budgétaires. La *Loi sur le crédit n° 1 pour 2012-2013* a reçu la sanction royale le 29 mars 2012 et a fourni des crédits provisoires aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État tributaires de crédits jusqu'à la fin juin 2012. La *Loi sur le crédit n° 2 pour 2012-2013* a reçu la sanction royale le 28 juin 2012 et a fourni des crédits pour le reste des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Budget principal des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013, déposé le 17 mai 2012, a fourni des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 2,1 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 2,3 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. En outre, ce document comprend des renseignements concernant une augmentation de 0,2 milliard de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues. La *Loi sur le crédit n° 3 pour 2012-2013* a reçu la sanction royale le 28 juin 2012.

Budget supplémentaire des dépenses (A)

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013 fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 2,46 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 2,7 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses.

Présent budget supplémentaire des dépenses

Tableau 1 : Total du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013 (en milliards de dollars)

Budgétaire	¹ Non budgétaire ²
Crédits votés ³	2,5 0,0
Dépenses législatives ⁴	0,3 0,0
Total	2,8 0,0

Nota :

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les crédits votés sont ceux qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre d'information.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Postes principaux

Cette section donne un aperçu des principaux postes inscrits dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Les principaux postes votés inscrits au présent budget supplémentaire des dépenses exigeant l'approbation du Parlement :

Postes votés

Fonds pour le montant global des coûts assumés par le gouvernement fédéral quant aux services de police contractuelle dans tous les territoires contractuels

Ces fonds permettront au gouvernement fédéral d'assumer sa part des coûts liés aux nouvelles ententes sur les services de police contractuelle qui sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2012 pour une période pouvant aller jusqu'à 20 ans. Aux termes de ces ententes, le gouvernement fédéral s'engage à fournir des services de police de la Gendarmerie royale du Canada, selon le principe de recouvrement des coûts, à 8 provinces, 3 territoires et environ 150 municipalités.

Gendarmerie royale du Canada

242,4 millions de dollars

Fonds pour maintenir les prestations supplémentaires en santé des Premières nations et des Inuits admissibles

Ces fonds serviront à maintenir des niveaux de service de base au titre du Programme des services de santé non assurés (SSNA) – un régime d'assurance fondé sur la demande qui finance les demandes de prestations d'un éventail limité de produits et de services de santé médicalement nécessaires pour 896 000 Inuits et membres de Premières nations admissibles. Le montant inclut le financement des coûts des SSNA liés aux clients existants, aux nouveaux clients suite à la création récente de la bande de la Première nation des Mi'kmaq qalipu dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador et de nouveaux clients découlant de la *Loi sur l'équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens*.

Santé

226,4 millions de dollars

Fonds pour le Régime d'assurance-revenu militaire des Forces canadiennes en raison d'une décision de la cour fédérale au sujet du recours collectif Manuge

Ces fonds constituent un paiement à la Financière Manuvie afin de faciliter l'observation de la décision rendue en mai 2012 par la Cour fédérale en ce qui a trait au recours collectif Manuge concernant les prestations d'invalidité de longue durée du Régime d'assurance-revenu militaire des Forces canadiennes. La Financière Manuvie a haussé le montant des paiements versés aux demandeurs actifs en juin 2012. Le paiement sert à rembourser à Manuvie les paiements croissants pour la durée restante des demandes de bénéficiaires. Les négociations se poursuivent en ce qui a trait à des paiements rétroactifs.

Défense nationale

205,6 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds pour les coûts de transition de la Commission canadienne du blé, comme les coûts des régimes de pensions et des avantages postérieurs à l'emploi, des indemnités de départ, les coûts hérités et les pénalités liées aux modifications de contrats, lorsqu'elle deviendra une organisation de commercialisation des céréales à participation facultative le 1^{er} août 2012

Le gouvernement du Canada aidera la Commission canadienne du blé à assumer certains coûts de transition qui résultent de l'abolition du monopole de la Commission en matière de commercialisation du grain de l'Ouest canadien. La Commission utilisera ces fonds pour régler des dettes et des passifs liés aux opérations de la période de monopole, de manière à assurer sa viabilité pendant la transition. Parmi ces dettes, mentionnons des obligations en matière de pensions et d'avantages postérieurs à l'emploi, des pénalités liées aux modifications de contrats à long terme et des coûts associés à la réduction de la taille de l'organisme.

**Agriculture et
Agroalimentaire**
184,2 millions de dollars

Fonds pour les services de soutien en santé mentale et de soutien affectif ainsi que pour l'administration et la recherche nécessaires afin de satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral aux termes de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens

Le budget fédéral de 2012 prévoit l'affectation de fonds en vue de poursuivre la mise en œuvre de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens. Cette convention est le fruit d'un règlement extrajudiciaire entre le gouvernement du Canada, les anciens élèves et les organismes religieux et autochtones, en vue d'apporter une solution juste et durable au regard des séquelles laissées par les pensionnats indiens. Les fonds serviront à composer avec les pressions relatives aux coûts en raison d'un nombre de demandes plus élevé que prévu, de la complexité des dossiers et de l'ajout de réclamations de deux autres pensionnats indiens aux termes d'une ordonnance de la cour.

Santé
55,9 millions de dollars
**Affaires indiennes et du
Nord canadien**
125,6 millions de dollars

Fonds pour les Accords d'aide financière en cas de catastrophe

Dans l'éventualité d'une catastrophe naturelle de grande envergure, le gouvernement du Canada fournit une aide financière aux gouvernements provinciaux et territoriaux par l'entremise des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC). Quand les coûts d'intervention et de rétablissement en cas de catastrophes excèdent ce que les provinces et les territoires peuvent raisonnablement s'acquitter, les AAFCC offrent au gouvernement du Canada un moyen juste et équitable d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux.

**Sécurité publique et
Protection civile**
180,0 millions de dollars

Fonds pour continuer à soutenir la mise en œuvre du Plan d'action pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières nations

Ces fonds serviront à maintenir le Plan d'action pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières nations pendant la première des deux années de prolongation de ce plan, tel qu'annoncé dans le budget fédéral de 2012. Ces nouveaux fonds permettront aux ministères de continuer de collaborer avec les collectivités des Premières nations à la construction, à l'exploitation et à l'entretien de réseaux d'aqueduc et d'égout, dont l'intégrité pourra ainsi être garantie et préservée.

Santé
25,6 millions de dollars
**Affaires indiennes et du
Nord canadien**
136,5 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds pour les sommes allouées aux revendicateurs à la suite du Processus d'évaluation indépendant et du Mode alternatif de règlement des conflits en lien avec la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens

En 2006, des fonds avaient été mis de côté dans le cadre de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens afin de verser des indemnités aux victimes de sévices sexuels et d'agression physique graves aux termes du Mode alternatif de règlement des conflits et du Processus d'évaluation indépendant. Ces fonds ont été répartis également au cours des six années de la Convention, étant attendu qu'il faut peut-être procéder à des rajustements pour tenir compte de la date et du montant des revendications et des compensations à traiter. Étant donné que le nombre de demandes liées à des abus et le montant des indemnités réclamées sont nettement supérieurs à ce qui avait été prévu à l'origine, un rajustement du financement est nécessaire afin de pouvoir continuer à traiter les demandes de paiements adjugés par des tribunaux.

Affaires indiennes et du Nord canadien

124,0 millions de dollars

Financement pour répondre aux engagements du gouvernement pour le fonds de la taxe sur l'essence en vue d'appuyer des projets d'infrastructure municipaux durables sur le plan de l'environnement et favorables à l'assainissement de l'air et de l'eau, ainsi qu'à une diminution des émissions de gaz à effet de serre

Le fonds de la taxe sur l'essence procure un financement prévisible et à long terme à l'appui d'une infrastructure municipale durable sur le plan de l'environnement, comme le transport en commun, l'eau potable, l'infrastructure de traitement des eaux usées, l'énergie verte, la gestion des déchets solides, les ponts et les routes des municipalités.

Bureau de l'infrastructure du Canada

122,0 millions de dollars

Financement pour répondre aux engagements du gouvernement pour le Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires en vue de contribuer au rétablissement de l'équilibre fiscal tout en améliorant les infrastructures publiques du Canada

Dans le cadre du Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires, chaque province et chaque territoire reçoit un financement à utiliser aux fins de la construction ou de la remise en état des infrastructures. Les projets d'infrastructure ainsi soutenus contribueront à l'efficacité des déplacements des biens et des personnes, à un environnement plus propre et à des collectivités sûres où il fait bon vivre.

Bureau de l'infrastructure du Canada

114,6 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Mises à jour importantes aux prévisions législatives inscrites au présent budget supplémentaire des dépenses, à titre d'information :

Postes législatifs

**Paielements aux provinces relatifs à l'harmonisation des taxes de vente
(Partie III.1 – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)**

Le 28 mars 2012, le gouvernement du Québec et celui du Canada ont conclu une entente intégrée globale de coordination fiscale en vertu de laquelle le Québec accepte d'apporter un certain nombre de modifications à la taxe de vente du Québec (TVQ) afin de l'harmoniser avec la taxe sur les produits et services (TPS). Le gouvernement du Canada s'est engagé à verser à la province des paiements totaux de 2,2 milliards de dollars, soit 733 millions de dollars à l'entrée en vigueur de la TVQ modifiée, prévue le 1^{er} janvier 2013, et 1,467 milliard de dollars un an plus tard.

Finances

733,0 millions de dollars

**Paielement de péréquation additionnel – Protection sur les transferts totaux
(Partie I – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)**

Les paiements de Protection sur les transferts totaux sont calculés de manière à prévenir la diminution des principaux transferts entre 2011-2012 et 2012-2013. Pour ces deux exercices, une comparaison est établie avec la somme des paiements de péréquation, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des paiements de Protection sur les transferts totaux versés en 2011-2012.

Finances

679,7 millions de dollars

Les paiements de péréquation additionnels pour l'exercice débutant le 1^{er} avril 2012 représentaient des montants de 362,127 millions de dollars au Québec, de 13,471 millions de dollars à la Nouvelle-Écosse, de 102,767 millions de dollars au Nouveau-Brunswick et de 201,295 millions de dollars au Manitoba. Ces paiements ont été instaurés en vertu de la *Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable*, qui a reçu la sanction royale le 29 juin 2012. Les paiements ont été versés en juillet 2012.

Nouvelles prévisions à l'égard de l'intérêt sur la dette non échue tenant compte de la révision des taux d'intérêt anticipés par les économistes du secteur privé

La diminution de l'intérêt sur la dette non échue fait état de révisions des taux d'intérêt prévus par les économistes du secteur privé, conformément au budget fédéral de 2012.

Finances

(1 166,0 millions de dollars)

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Principales variations nettes des crédits dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les montants présentés dans le présent budget supplémentaire des dépenses s'ajoutent au budget principal des dépenses. La variation nette d'un crédit est composée des transferts (montants transférés au crédit et du crédit) et des rajustements (le montant dans la loi de crédits connexe).

Dépenses votées				
Organisation	Numéro de crédit et description	Montant (dollars)	Augmentation ou diminution en tant que pourcentage des autorisations à ce jour	Justification
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1b – Dépenses de fonctionnement	245 803 247	20,3	Administration et indemnités liées à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5b – Subventions et contributions	227 501 000	90,3	Aide en cas de catastrophe et investissements pour atténuer les conséquences d'inondations
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10b – Subventions et contributions	223 072 170	3,4	Approvisionnement en eau potable, traitement des eaux usées et éducation
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 10b – Subventions et contributions	206 053 947	48,4	Coûts de transition de la Commission canadienne du blé et du programme Cultivons l'avenir
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45b – Dépenses de fonctionnement	172 354 257	9.1%	Services de police contractuelle
Santé	Crédit 1b – Dépenses de fonctionnement	162 549 219	8,6	Services de santé des Premières nations et des Inuits, aide en vertu de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, approvisionnement en eau potable et traitement des eaux usées des Premières nations
Défense nationale	Crédit 1b – Dépenses de fonctionnement	146 807 038	1,0	Régime d'assurance-revenu militaire des Forces canadiennes

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Organisation	Numéro de crédit et description	Montant (dollars)	Augmentation ou diminution en tant que pourcentage des autorisations à ce jour	Justification
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 45b – Contributions	108 366 300	2,1	Projets d'infrastructure municipaux et financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5b – Subventions et contributions	92 232 118	5,2	Programmes pour les aînés, les jeunes et les travailleurs âgés
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 70b – Subventions et contributions	90 150 000	53,2	Aide à la recherche industrielle

Nouveaux crédits et autorisations législatives inscrits dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Modifications apportées à la structure gouvernementale et nouvelles autorisations demandées

L'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* confère le pouvoir d'engager des dépenses à l'égard de transferts relatifs aux attributions, ou à la responsabilité à l'égard d'un secteur de l'administration publique fédérale, quant aux décrets établis en vertu de l'article 2 de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*. Conformément à l'article 31.1, les sommes affectées, mais non engagées, liées au transfert d'attributions sont réputées avoir été affectées au ministère auquel les attributions ont été transférées.

Les crédits réputés avoir été affectés au ministère obtenant les attributions sont établis en fonction de la nature des crédits du ministère ayant transféré les attributions. Ces crédits affectés peuvent comprendre des dépenses de fonctionnement, des dépenses de programme, des dépenses en capital, des subventions et contributions ou d'autres crédits, établis selon la nature des crédits du ministère ayant transféré les attributions.

Le calcul des sommes affectées mais non engagées dépend de la nature des attributions transférées. Si le montant total de ces sommes a été établi à temps pour être inclus dans un budget supplémentaire des dépenses, on en tiendra compte dans le rajustement des montants des crédits précédents des ministères touchés. À la fin de l'exercice, les Comptes publics du Canada rendront compte de la disponibilité et de l'utilisation des crédits réputés avoir été affectés.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Modifications apportées à la structure gouvernementale indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Structure

Agence de la santé publique du Canada – Le décret P.C. 2012-950 transfère à l'Agence de la santé publique du Canada la responsabilité à l'égard des secteurs de l'administration publique fédérale connus, au sein du ministère de la Santé, sous les noms de Direction des affaires internationales et Unité des mesures et interventions d'urgence, à compter du 30 juin 2012.

Santé – Le décret P.C. 2012-965 transfère au ministère de la Santé la responsabilité à l'égard des secteurs de l'administration publique fédérale connus, au sein de l'Agence de la santé publique du Canada, sous les noms suivants : la Direction des communications, la Direction générale des ressources humaines, la Direction générale de la gestion de l'information et technologie de l'information, la Division d'installations et sécurité, la Division des services de sécurité intégrés, le Bureau de l'accès à l'information et protection de renseignements personnels, la Division des politiques financières, des systèmes et des opérations, la Division de la gestion des biens et du matériel; et transfère à l'Agence de la santé publique du Canada la responsabilité à l'égard des secteurs de l'administration publique fédérale connus, au sein du ministère de la Santé, sous les noms de Bureau de la vérification et de la responsabilisation et de Direction de la mesure et de l'évaluation du rendement du Ministère, à compter du 30 juin 2012.

Modifications apportées aux crédits votés et aux postes législatifs indiqués dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Les nouveaux crédits ainsi que les modifications au libellé de crédit sont présentés dans le sommaire du portefeuille de l'organisation. Les numéros de crédits ou (L) pour les postes législatifs sont soulignés pour indiquer une nouvelle autorité et le texte est souligné pour indiquer la modification au libellé de crédit.

L'organisation suivante demande de nouveaux crédits votés :

Nouveaux crédits

- Citoyenneté et Immigration (crédit 7b)
- Secrétariat du Conseil du Trésor (crédit 15b)

L'organisation suivante demande des modifications au libellé de crédits votés :

Modifications au libellé de crédit

- Agence canadienne de développement international (crédits L35b et L40b)
- Commission canadienne des affaires polaires (crédit 25b)
- Santé (crédit 10b)

De nouvelles autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Nouvelles autorisations législatives

- Agence canadienne de développement international – En vertu de l'article 144 de la *Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007*, un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013 d'un montant ne devant pas dépasser 24 504 170 \$
- Finances – Paiements aux provinces relatifs à l'harmonisation des taxes de vente (Partie III.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)
- Finances – Paiement de péréquation additionnel – Protection sur les transferts totaux (Partie I – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)
- Bureau de l'infrastructure du Canada – Fonds sur l'infrastructure verte

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Des modifications aux autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

- Agence canadienne de développement international – Paiement aux institutions financières internationales – Encaissement de billets

Modifications aux autorisations législatives

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le budget supplémentaire des dépenses de l'exercice en cours. Il s'agit d'une vue d'ensemble des initiatives horizontales relatives au budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour continuer à soutenir la mise en œuvre du Plan d'action pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières nations

Ces fonds serviront à maintenir le Plan d'action pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières nations pendant la première des deux années de prolongation de ce plan, tel qu'annoncé dans le budget fédéral de 2012. Ces nouveaux fonds permettront aux ministères de continuer de collaborer avec les collectivités des Premières nations à la construction, à l'exploitation et à l'entretien de réseaux d'aqueduc et d'égout, dont l'intégrité pourra ainsi être garantie et préservée.

Affaires indiennes et du Nord canadien	136 469
Santé	25 563
Total	162 032

Fonds pour les services de soutien en santé mentale et de soutien affectif ainsi que pour l'administration et la recherche nécessaires afin de satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral aux termes de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens

Le budget fédéral de 2012 prévoit l'affectation de fonds en vue de poursuivre la mise en œuvre de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens. Cette convention est le fruit d'un règlement extrajudiciaire entre le gouvernement du Canada, les anciens élèves et les organismes religieux et autochtones, en vue d'apporter une solution juste et durable au regard des séquelles laissées par les pensionnats indiens. Les fonds serviront à composer avec les pressions relatives aux coûts en raison d'un nombre de demandes plus élevé que prévu, de la complexité des dossiers et de l'ajout de nouvelles réclamations aux termes d'une ordonnance de la cour.

Affaires indiennes et du Nord canadien	125 555
Santé	55 900
Total	181 455

Fonds visant à soutenir le partage des renseignements avec les États-Unis en matière d'immigration

Le Canada et les États Unis ont pris l'engagement de partager des renseignements dans le but d'améliorer la procédure d'immigration et de détermination du statut de réfugié, d'établir plus efficacement l'identité des étrangers et de procéder le plus tôt possible à des vérifications. Pour ce faire, des systèmes seront mis en place en vue d'automatiser dans toute la mesure du possible l'échange d'information tout en garantissant un niveau élevé de protection des renseignements personnels.

Agence des services frontaliers du Canada	7 249
Citoyenneté et Immigration	7 333
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	404
Gendarmerie royale du Canada	943
Total	15 929

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds en appui à la modification du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui raie cinq pays de la liste des pays dont les citoyens sont dispensés de l'obtention d'un visa

Le Canada procède périodiquement à l'examen de ses exigences de visa. Pour faire suite aux modifications apportées à la politique relative aux visas qui ont été annoncées le 11 septembre 2012, les ressortissants de Sainte Lucie, de Saint Vincent, de la Namibie, du Botswana et du Swaziland doivent obtenir un visa de séjour avant de venir au Canada. Ces fonds serviront au traitement des demandes de visa et aux contrôles de sécurité.

Agence des services frontaliers du Canada	216
Citoyenneté et Immigration	795
Total	1 011

Fond pour améliorer les mesures relatives à la perte et à l'annulation du statut de réfugié, en vertu de la *Loi visant à protéger le système d'immigration du Canada*

La perte de l'asile peut survenir par exemple lorsque la personne demandant le statut de réfugié retourne dans son pays d'origine ou lorsque les motifs de la demande d'asile cessent d'exister. Le statut de réfugié peut aussi être annulé en cas de demande frauduleuse. Si une décision de perte ou d'annulation de l'asile est maintenue par les tribunaux, la personne peut être déclarée interdite de territoire, et faire l'objet d'une mesure de renvoi. Les fonds accordés serviront à approfondir les enquêtes portant sur les demandes de statut de réfugié et à appuyer les procédures judiciaires relatives aux pertes et annulations de l'asile et aux mesures du renvoi, de manière à prévenir tout abus du système d'octroi de l'asile du Canada.

Agence des services frontaliers du Canada	2 807
Justice	1 765
Total	4 572

Fonds visant à surmonter les difficultés que pose la gestion des cas d'interdiction de territoire pour des raisons de sécurité, à protéger les renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration et à obtenir des assurances que la personne ne sera pas soumise à la torture dans des cas de renvoi exceptionnels

L'article 34 de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés énonce les raisons qui font en sorte que des résidents permanents ou des étrangers sont interdits de territoire pour des motifs de sécurité. La section 9 de cette même loi établit les règles de protection et d'utilisation de renseignements classifiés aux fins de rendre les décisions sur l'interdiction de territoire d'étrangers et de résidents permanents, d'atténuer le risque qu'ils peuvent poser lors de leur présence au Canada et de procéder à leur renvoi du pays. Des assurances accrues sont requises de la part d'autres pays lorsque la personne concernée court un risque élevé d'être soumise à la torture à son retour dans son pays d'origine. Les fonds accordés permettront au gouvernement de poursuivre ces activités en vue de préserver l'intégrité du système d'immigration et de renforcer la sécurité publique.

Affaires étrangères et Commerce international	290
Agence des services frontaliers du Canada	3 692
Citoyenneté et Immigration	2 339
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	1 486
Justice	6 661
Sécurité publique et Protection civile	373
Service administratif des tribunaux judiciaires	3 432
Service canadien du renseignement de sécurité	4 711
Total	22 984

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour le renouvellement de la Stratégie nationale de répression de la contrefaçon

La Stratégie nationale de répression de la contrefaçon comporte l'affectation de ressources aux activités de répression, à la prévention des infractions liées au faux-monnayage et aux poursuites judiciaires liées à ce crime. Il existe trois Équipes intégrées de lutte contre la contrefaçon, établies à Toronto, à Montréal et à Vancouver, qui mènent des enquêtes d'envergure portant sur la contrefaçon.

Gendarmerie royale du Canada	2 459
Sécurité publique et Protection civile	109
Total	2 568

Fonds pour la mise œuvre des engagements pris dans le cadre du plan d'action Par-delà la frontière concernant l'intégration des opérations transfrontalières d'application de la loi (poste horizontal)

Ces fonds permettront d'appuyer le programme Shiprider et l'établissement d'un système de communication binational. Dans le cadre du programme Shiprider, des agents d'application de la loi canadiens et américains travaillent ensemble à bord de navires et ont le pouvoir d'appliquer la loi des deux côtés de la frontière maritime internationale. Un système de communications radio interopérables permettra aux organismes d'application de la loi du Canada et des États-Unis de coordonner des enquêtes binationales efficaces et des réponses rapides à des incidents transfrontaliers tout en améliorant la sécurité du public et des agents.

Bureau du directeur des poursuites pénales	230
Gendarmerie royale du Canada	8 868
Total	9 098

Fonds pour protéger des espèces sauvages en péril

La Loi sur les espèces en péril constitue l'un des principaux mécanismes dont se sert le gouvernement pour protéger les espèces sauvages, maintenir la santé des écosystèmes et préserver le patrimoine naturel du Canada. Les fonds accordés serviront à mener des évaluations relatives aux espèces sauvages, à planifier le rétablissement des espèces, à mettre en œuvre des mesures de protection et à mener des activités de surveillance, d'évaluation et de préparation de rapports.

Agence Parcs Canada	3 711
Environnement	11 795
Pêches et Océans	7 512
Total	23 018

Fonds pour protéger les milieux marins fragiles, lutter contre la pollution et renforcer les mesures de prévention (Initiative sur la santé des océans)

Ces fonds serviront à appuyer les activités visant à protéger les aires marines particulières et vulnérables, à favoriser une gestion des océans reposant sur la collaboration et à prévenir ou à contrer la pollution des océans.

Affaires indiennes et du Nord canadien	50
Agence Parcs Canada	797
Environnement	1 205
Pêches et Océans	3 969
Transports	4 692
Total	10 713

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour appuyer les examens réglementaires et moderniser le système réglementaire ayant trait aux grands projets de ressources (*poste horizontal*)

Ces fonds appuient l'Initiative du Bureau de gestion des grands projets pour permettre d'efficaces examens réglementaires des grands projets de ressources et faire progresser les efforts pangouvernementaux visant à moderniser le système réglementaire ayant trait aux grands projets de ressources.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013

Affaires indiennes et du Nord canadien	1 409
Agence canadienne d'évaluation environnementale	6 515
Pêches et Océans	5 882
Ressources naturelles	3 431
Transports	2 858
Total	20 095

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013

Environnement	1 994
Total cumulatif pour 2012-2013	22 089

Fonds pour soutenir la remise en état ou l'amélioration d'infrastructures communautaires existantes

Le Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire servira à fournir un soutien au titre des réparations et des améliorations d'installations et d'infrastructures existantes; le programme sera mis en œuvre par les organismes de développement régional. Le coût des projets sera partagé aux termes de partenariats avec des municipalités, des organisations communautaires et des entités à but non lucratif.

Agence canadienne de développement économique du Nord	3 200
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	15 600
Agence de promotion économique du Canada atlantique	8 300
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	24 800
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	23 100
Total	75 000

Fonds pour appuyer le Programme des réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise

Ces fonds serviront à fournir un soutien aux réseaux de recherche dirigés par l'entreprise, qui permettent de réunir des spécialistes des administrations publiques, du secteur privé et du milieu universitaire des quatre coins du globe dans le but de répondre aux besoins du secteur privé dans le domaine de la recherche, et à appuyer le fonctionnement et les activités de commercialisation des réseaux dans les cinq domaines prioritaires qu'énonce la Stratégie sur les sciences et la technologie de 2007.

Conseil de recherches en sciences humaines	983
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	9 206
Instituts de recherche en santé du Canada	1 737
Total	11 926

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

Ces fonds ont pour objet d'appuyer des initiatives de publicité qui transmettent aux Canadiens des renseignements sur une variété de programmes et de services gouvernementaux. Les nouveaux fonds inscrits au Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013 serviront à soutenir deux campagnes publicitaires, intitulées « Développement responsable des ressources » et « Capsule commémorative sur la guerre de 1812 ».

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013

Affaires étrangères et Commerce international	5 000
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	250
Citoyenneté et Immigration	5 500
Finances	16 000
Patrimoine canadien	1 250
Ressources humaines et Développement des compétences	13 000
Ressources naturelles	5 000
Santé	5 000
Total	51 000

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013

Patrimoine canadien	200
Ressources naturelles	4 000
Total	4 200
Total cumulatif pour 2012-2013	55 200

Tableaux sommaires

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires et non budgétaires incluses dans les budgets des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2012-2013

Ce tableau présente les budgets des dépenses publiés précédemment et les montants demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. Il fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et autorisations législatives.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministères, organisme ou société d'État	Dépenses budgétaires		
	Autorisations précédentes	Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour
	\$	\$	\$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministère	2 626 509 748	102 947 101	2 729 456 849
Corporation commerciale canadienne.....	15 481 540	.....	15 481 540
Agence canadienne de développement international.....	3 573 092 676	10 091 659	3 583 184 335
Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	500 000	.....	500 000
Centre de recherches pour le développement international	241 432 539	.....	241 432 539
Commission mixte internationale (section canadienne)	6 675 802	383 717	7 059 519
Commission de la capitale nationale	125 555 835	977 482	126 533 317
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère	7 917 075 416	39 555 545	7 956 630 961
Commission canadienne des affaires polaires	1 254 544	38 529	1 293 073
Institut de la statistique des Premières nations	5 000 000	.....	5 000 000
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens.....	7 704 000	7 365 542	15 069 542
Greffe du Tribunal des revendications particulières.....	2 847 056	132 242	2 979 298
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	300 751 431	2 820 499	303 571 930
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
Ministère	307 460 890	4 676 374	312 137 264
Société d'expansion du Cap-Breton.....	57 268 000	.....	57 268 000
AGENCE DU REVENU DU CANADA	4 623 269 484	.....	4 623 269 484
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère	2 572 109 458	43 032 902	2 615 142 360
Commission canadienne du lait	3 935 119	.....	3 935 119
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	708 078 471	49 347 029	757 425 500
Commission canadienne des grains	32 248 237	.....	32 248 237
ANCIENS COMBATTANTS			
Ministère	3 568 014 791	11 783 201	3 579 797 992
Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	11 501 429	290 855	11 792 284
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère	1 554 005 897	21 717 315	1 575 723 212
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	145 363 223	5 714 272	151 077 495
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat	6 547 659 276	(1 632 141 335)	4 915 517 941
École de la fonction publique du Canada	101 095 613	509 163	101 604 776
Commissariat au lobbying	4 628 368	209 586	4 837 954
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 656 072	316 650	5 972 722
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère	128 087 499	6 017 292	134 104 791
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	6 614 729	378 943	6 993 672
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	30 053 968	1 525 549	31 579 517
Directeur général des élections	136 222 633	1 673 559	137 896 192
Commissariat aux langues officielles	20 611 145	987 076	21 598 221
Secrétariat de la Commission des nominations publiques.....	1 067 672	47 250	1 114 922
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité.....	2 534 048	135 421	2 669 469
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère	19 785 243 836	286 101 040	20 071 344 876
Comité des griefs des Forces canadiennes.....	6 672 105	302 981	6 975 086
Centre de la sécurité des télécommunications	403 406 501	13 737 286	417 143 787
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	4 573 720	160 447	4 734 167
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	2 104 596	98 526	2 203 122
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	176 306 756	2 200 523	178 507 279
ENVIRONNEMENT			
Ministère	1 004 522 585	43 386 679	1 047 909 264
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	29 642 248	1 546 024	31 188 272
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	5 240 430	214 499	5 454 929
Agence Parcs Canada.....	749 142 062	.....	749 142 062

	Dépenses budgétaires				Autorisations non budgétaires (prêts, donations en capital et avances)			
	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Transferts	Crédits à voter	Autorisations législatives			Crédits à voter	Autorisations législatives	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
(14 309 851)	4	.....	.....	2 715 147 002	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	15 481 540	.....	.....	.....	.....
6 620 660	1	24 504 170	.....	3 614 309 166	83 307 439	2	.....	83 307 441
.....	.....	.....	.....	500 000	(145 800 000)	.....	.....	(145 800 000)
213 554	1	.....	.....	241 646 094	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	7 059 519	.....	.....	.....	.....
.....	1	.....	.....	126 533 318	.....	.....	.....	.....
(1 921 253)	470 796 670	.....	.....	8 425 506 378	78 603 000	.....	.....	78 603 000
46 667	1	.....	.....	1 339 741	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	5 000 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	15 069 542	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	2 979 298	.....	.....	.....	.....
(150 000)	8 304 575	.....	.....	311 726 505	.....	.....	.....	.....
1 095 000	13 778 950	.....	.....	327 011 214	.....	.....	.....	.....
.....	3 399 000	.....	.....	60 667 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	4 623 269 484	.....	.....	.....	.....
688 160	214 644 567	(30 000)	.....	2 830 445 087	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	3 935 119	.....	.....	.....	.....
24 000	1	.....	.....	757 449 501	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	32 248 237	.....	.....	.....	.....
100 000	18 746 363	.....	.....	3 598 644 355	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	11 792 284	.....	.....	.....	.....
7 785 825	1 662 441	.....	.....	1 585 171 478	1	.....	.....	1
(84 000)	.....	.....	.....	150 993 495	.....	.....	.....	.....
(1 499 140)	83 059 328	.....	.....	4 997 078 129	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	101 604 776	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	4 837 954	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	5 972 722	.....	.....	.....	.....
2 205 228	2 574 327	.....	.....	138 884 346	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	6 993 672	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	31 579 517	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	137 896 192	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	21 598 221	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	1 114 922	.....	.....	.....	.....
143 655	1	.....	.....	2 813 125	.....	.....	.....	.....
(15 717 326)	2	.....	.....	20 055 627 552	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	6 975 086	.....	.....	.....	.....
10 300 000	1	.....	.....	427 443 788	.....	.....	.....	.....
.....	4 015 226	.....	.....	8 749 393	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	2 203 122	.....	.....	.....	.....
(150 000)	18 253 361	.....	.....	196 610 640	.....	.....	.....	.....
629 818	4 394 595	.....	.....	1 052 933 677	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	31 188 272	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	5 454 929	.....	.....	.....	.....
(12 074)	1	.....	.....	749 129 989	.....	.....	.....	.....

Sommaire du présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministères, organisme ou société d'État	Dépenses budgétaires		
	Autorisations précédentes	Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour
	\$	\$	\$
FINANCES			
Ministère	85 398 404 879	6 097 802	85 404 502 681
Vérificateur général	84 323 221	3 758 443	88 081 664
Tribunal canadien du commerce extérieur	9 895 292	499 794	10 395 086
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	54 043 613	2 086 220	56 129 833
Bureau du surintendant des institutions financières	909 369	.....	909 369
PPP Canada Inc.	287 700 000	.....	287 700 000
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	19 783 369	850 197	20 633 566
INDUSTRIE			
Ministère	1 441 102 315	20 265 478	1 461 367 793
Agence spatiale canadienne	363 375 246	19 159 983	382 535 229
Commission canadienne du tourisme	72 032 802	.....	72 032 802
Commission du droit d'auteur	3 118 008	140 762	3 258 770
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	223 810 587	1 410 422	225 221 009
Conseil national de recherches du Canada	700 511 537	8 054 082	708 565 619
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 056 635 717	2 137 234	1 058 772 951
Greffé du Tribunal de la concurrence	2 326 003	107 992	2 433 995
Conseil de recherches en sciences humaines	688 677 167	921 402	689 598 569
Conseil canadien des normes	9 729 000	.....	9 729 000
Statistique Canada	454 681 353	37 683 661	492 365 014
JUSTICE			
Ministère	694 558 705	27 300 763	721 859 468
Commission canadienne des droits de la personne	23 086 498	1 023 313	24 109 811
Tribunal canadien des droits de la personne	4 510 620	199 011	4 709 631
Commissaire à la magistrature fédérale	484 978 148	419 504	485 397 652
Service administratif des tribunaux judiciaires	64 829 782	2 458 411	67 288 193
Bureau du directeur des poursuites pénales	174 255 151	6 899 139	181 154 290
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	36 313 667	1 378 280	37 691 947
Cour suprême du Canada	29 816 858	933 257	30 750 115
PARLEMENT			
Sénat	92 215 846	.....	92 215 846
Chambre des communes	445 935 033	.....	445 935 033
Bibliothèque du Parlement	42 631 056	.....	42 631 056
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	7 132 288	.....	7 132 288
Conseiller sénatorial en éthique	807 297	.....	807 297
PATRIMOINE CANADIEN			
Ministère	1 241 583 130	10 986 499	1 252 569 629
Conseil des Arts du Canada	181 887 817	.....	181 887 817
Société Radio-Canada	1 074 319 060	.....	1 074 319 060
Musée canadien des droits de la personne	10 000 000	.....	10 000 000
Musée canadien des civilisations	62 453 730	.....	62 453 730
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	9 950 000	.....	9 950 000
Musée canadien de la nature	33 134 904	.....	33 134 904
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	11 327 692	2 365 232	13 692 924
Bibliothèque et Archives du Canada	117 966 432	1 438 721	119 405 153
Société du Centre national des Arts	35 631 174	.....	35 631 174
Commission des champs de bataille nationaux	9 244 466	357 323	9 601 789
Office national du film	66 782 204	2 745 901	69 528 105
Musée des beaux-arts du Canada	48 206 120	.....	48 206 120
Musée national des sciences et de la technologie	28 931 340	.....	28 931 340
Commission de la fonction publique	92 712 454	6 112 366	98 824 820
Commission des relations de travail dans la fonction publique	13 732 067	620 938	14 353 005
Tribunal de la dotation de la fonction publique	5 426 302	239 255	5 665 557
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	1 834 080	82 200	1 916 280
Téléfilm Canada	105 667 144	.....	105 667 144
PÊCHES ET OCÉANS	1 671 778 877	123 944 870	1 795 723 747

	Dépenses budgétaires				Autorisations non budgétaires (prêts, donations en capital et avances)			
	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Transferts	Crédits à voter	Autorisations législatives			Crédits à voter	Autorisations législatives	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
		8 582 614	230 399 000	85 643 484 295	20 610 642			20 610 642
				88 081 664				
		1 300 000		11 695 086				
				56 129 833				
				909 369				
				287 700 000				
				20 633 566				
	22 100	65 325 036		1 526 714 929	800 000			800 000
		1		382 535 230				
				72 032 802				
				3 258 770				
(548 009)	37 894 000			262 567 000				
198 000	151 151 174			859 914 793				
100 000	16 315 305			1 075 188 256				
				2 433 995				
321 064	1 063 600			690 983 233				
				9 729 000				
				492 365 014				
(674 295)	23 387 990			744 573 163				
				24 109 811				
				4 709 631				
				485 397 652				
	3 028 012			70 316 205				
801 485	1			181 955 776				
				37 691 947				
				30 750 115				
				92 215 846				
	1 586 114			447 521 147				
	885 000			43 516 056				
				7 132 288				
				807 297				
955 191	7 545 520			1 261 070 340				
(520 000)				181 367 817				
	32 200 000			1 106 519 060				
	46 700 000			56 700 000				
				62 453 730				
				9 950 000				
				33 134 904				
	2 553 902			16 246 826				
				119 405 153				
				35 631 174				
				9 601 789				
				69 528 105				
				48 206 120				
15 000	1			28 946 341				
838 412	1			99 663 233				
				14 353 005				
				5 665 557				
				1 916 280				
				105 667 144				
(1 635 045)	84 316 770			1 878 405 472				

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministères, organisme ou société d'État	Dépenses budgétaires		
	Autorisations précédentes	Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour
	\$	\$	\$
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			
Ministère	47 661 473 656	18 154 432	47 679 628 088
Conseil canadien des relations industrielles	12 993 896	563 396	13 557 292
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	2 139 812 000	.....	2 139 812 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs.....	2 059 543	93 934	2 153 477
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	4 984 002	142 463	5 126 465
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	29 671 778	463 489	30 135 267
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère	2 820 552 025	31 703 962	2 852 255 987
Énergie atomique du Canada limitée	542 895 095	.....	542 895 095
Commission canadienne de sûreté nucléaire	123 828 943	1 748 403	125 577 346
Office national de l'énergie	59 087 083	3 235 772	62 322 855
Administration du pipe-line du Nord.....	3 225 320	60 150	3 285 470
SANTÉ			
Ministère	3 407 506 165	102 048 649	3 509 554 814
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	10 540 554	496 298	11 036 852
Instituts de recherche en santé du Canada	978 553 366	3 935 227	982 488 593
Agence canadienne de développement économique du Nord	51 135 363	651 523	51 786 886
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	4 522 751	169 314	4 692 065
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	11 832 395	383 924	12 216 319
Agence de la santé publique du Canada	580 936 878	13 148 091	594 084 969
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Ministère	394 957 713	7 198 289	402 156 002
Agence des services frontaliers du Canada.....	2 036 444 448	11 451 321	2 047 895 769
Service canadien du renseignement de sécurité.....	520 590 511	12 980 757	533 571 268
Service correctionnel du Canada	3 026 031 206	156 813 713	3 182 844 919
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	51 391 414	2 153 679	53 545 093
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	4 654 003	96 017	4 750 020
Gendarmerie royale du Canada.....	2 591 722 171	170 392 545	2 762 114 716
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	1 645 676	64 395	1 710 071
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	8 041 947	241 127	8 283 074
TRANSPORTS			
Ministère	2 088 961 912	17 240 042	2 106 201 954
Société canadienne des postes	22 210 000	.....	22 210 000
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	576 397 810	.....	576 397 810
Office des transports du Canada	27 279 376	1 404 052	28 683 428
La Société des ponts fédéraux Limitée	14 983 000	.....	14 983 000
Marine Atlantique S.C.C.	185 376 000	.....	185 376 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	5 105 563 497	3 085 757	5 108 649 254
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	142 458 000	.....	142 458 000
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	1 411 776	.....	1 411 776
VIA Rail Canada Inc.....	395 990 000	.....	395 990 000
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
Ministère	2 601 407 487	68 479 749	2 669 887 236
Société du Vieux-Port de Montréal inc.....	25 173 000	.....	25 173 000
Services partagés Canada.....	1 506 521 468	50 439 652	1 556 961 120
Tous les autres ministères, organismes ou sociétés d'État non visés par le présent budget des dépenses .....	.....	.....	.....
Compte des opérations de l'assurance-emploi.....	19 618 314 602	.....	19 618 314 602
Total	254 746 058 698	.....	254 746 058 698

Nota :

Les autorisations précédentes comprennent les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2011-2012 et qui seront dépensés en 2012-2013.

La colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » n'inclut pas les affectations du crédit 15 (Conseil du Trésor) parce qu'elles seront attribuées une fois que la sanction royale à l'octroi des crédits aura été reçue pour le présent budget supplémentaire des dépenses. La liste des affectations du crédit 15 (Conseil du Trésor) est disponible sur le site du Secrétariat du Conseil du Trésor (<http://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/index-fra.asp>).

	Dépenses budgétaires				Autorisations non budgétaires (prêts, donations en capital et avances)			
	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	Autorisations à ce jour			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Transferts	Crédits à voter	Autorisations législatives			Crédits à voter	Autorisations législatives	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
		114 692 979		47 794 321 067	809 592 184			809 592 184
				13 557 292				
				2 139 812 000	(2 769 596 000)			(2 769 596 000)
				2 153 477				
				5 126 465				
				30 135 267				
1 170 000	2			2 853 425 989				
165 000	76 800 000			619 860 095				
	8 604 751			134 182 097				
	5 890 861			68 213 716				
				3 285 470				
(39 033 277)	237 088 688			3 707 610 225				
				11 036 852				
1 895 446	2 287 600			986 671 639				
	3 000 000			54 786 886				
				4 692 065				
				12 216 319				
37 704 077	3			631 789 049				
(1 603 285)	229 248 864			629 801 581				
1 253 550	1			2 049 149 320				
(2 121 250)				531 450 018				
				3 182 844 919				
				53 545 093				
				4 750 020				
3 476 270	217 678 209			2 983 269 195				
				1 710 071				
				8 283 074				
(173 163)	2	200 701		2 106 229 494				
				22 210 000				
				576 397 810				
				28 683 428				
	11 241 693			26 224 693				
				185 376 000				
(4 267 080)	108 366 300	99 418 105		5 312 166 579				
	40 475 000			182 933 000				
				1 411 776				
	79 661 000			475 651 000				
				2 669 887 236				
				25 173 000				
5 650 886	2			1 562 612 008				
				19 618 314 602				
	2 462 500 413	354 491 976		257 563 051 087	(1 922 482 734)	2		(1 922 482 732)

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2012-2013

Budgets des dépenses précédents :

Budget principal des dépenses

Budget supplémentaire des dépenses (A).....

Présent budget supplémentaire des dépenses

Total des budgets des dépenses à ce jour

Nota : Le montant du budget principal des dépenses comprend les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2011-2012 et qui seront dépensés en 2012-2013.

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires		
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$
92 537 280 416	159 948 094 483	252 485 374 899	9 403 004	(2 001 885 738)	(1 922 482 734)
2 105 359 835	155 323 964	2 260 683 799	.....	.....	.....
94 642 640 251	160 103 418 447	254 746 058 698	79 403 004	(2 001 885 738)	(1 922 482 734)
2 462 500 413	354 491 976	2 816 992 389	2	.....	2
97 105 140 664	160 457 910 423	257 563 051 087	79 403 006	(2 001 885 738)	(1 922 482 732)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, du personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses			
	1 431 109 355	(30 752 395)	1	1 400 356 961
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses			
	236 940 903	(1 946 456)	1	234 994 448

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, du Programme de lutte contre la drogue en Afghanistan, du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, sous forme de paiements monétaires ou sous forme de produits ou de services; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2011	858 976 509	(3 500 000)	1	855 476 510
15b Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	50 779 000	21 889 000	1	72 668 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 590 495	.....	.....	83 590 495
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8))	67 653 555	.....	.....	67 653 555
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985), ch. D-2)	250 000	.....	.....	250 000
Total des dépenses budgétaires	2 729 456 849	(14 309 851)	4	2 715 147 002
Corporation commerciale canadienne				
20 Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 481 540	.....	.....	15 481 540
Total des dépenses budgétaires	15 481 540	.....	.....	15 481 540

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Agence canadienne de développement international					
25a	Dépenses de fonctionnement et autorisation :				
	a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;				
	b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :				
	(i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
	(ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
	(iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....				
30b	194 253 964	.....	.....	194 253 964	
	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements monétaires et de fourniture de biens ou services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses				
(L)	3 115 236 219	6 620 660	1	3 121 856 880	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
(L)	24 962 636	.....	.....	24 962 636	
	Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile				
(L)	77 516	.....	.....	77 516	
	<u>Paiement aux institutions financières internationales – Encaissement de billets</u>				
(L)	248 654 000	.....	.....	248 654 000	
	En vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i> , un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013, d'un montant ne devant pas dépasser 24 504 170 \$				
	.....	.....	24 504 170	24 504 170	
	3 583 184 335	6 620 660	24 504 171	3 614 309 166	

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)					
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch. 33)	500 000	.....	.....	500 000	
Total des dépenses budgétaires	500 000	.....	.....	500 000	
Centre de recherches pour le développement international					
45b Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	241 432 539	213 554	1	241 646 094	
Total des dépenses budgétaires	241 432 539	213 554	1	241 646 094	
Commission mixte internationale (section canadienne)					
50 Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....	6 427 834	.....	.....	6 427 834	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	631 685	.....	.....	631 685	
Total des dépenses budgétaires	7 059 519	.....	.....	7 059 519	
Commission de la capitale nationale					
55b Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	93 993 317	(12 750 000)	.....	81 243 317	
60b Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	32 540 000	12 750 000	1	45 290 001	
Total des dépenses budgétaires	126 533 317	.....	1	126 533 318	

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Agence canadienne de développement international				
L35b <u>Agence canadienne de développement international, crédit L35, Loi de crédit n^o 2 pour 2012-2013, est remplacé par l'énoncé suivant : Conformément au paragraphe 12(2) de la Loi d'aide au développement international (institutions financières), le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, pour l'émission et le paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables ne doit pas dépasser 246 114 000 \$ à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales pour la période commençant le 1^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013</u>	1	.....	1	2
L40b <u>Agence canadienne de développement international, crédit L40, Loi de crédit n^o 2 pour 2012-2013, est remplacé par l'énoncé suivant : Conformément au paragraphe 12(2) de la Loi d'aide au développement international (institutions financières), le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne l'achat d'actions des institutions financières internationales ne doit pas dépasser 82 176 248 \$US, pour la période commençant le 1^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013, soit un montant estimé à 83 307 437 \$CAN</u>	1	.....	1	2
(L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales – Souscription au capital....	83 307 437	.....	.....	83 307 437
Total des autorisations non budgétaires	83 307 439	.....	2	83 307 441
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)				
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la Loi sur le développement des exportations (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch. 33)	(145 800 000)	.....	.....	(145 800 000)
Total des autorisations non budgétaires	(145 800 000)	.....	.....	(145 800 000)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour les programmes de pensions, d'assurance et de sécurité sociale destinés aux employées recrutés sur place .....	.....	.....	.....	21 889	21 889
Fonds pour l'établissement du Bureau de la liberté de religion au sein d'Affaires étrangères et pour appuyer la protection des minorités religieuses et du droit à la liberté de religion à l'échelle internationale.....	564	.....	4 250	.....	4 814
Fonds pour poursuivre le programme Édu-Canada, une campagne de promotion internationale de l'éducation visant à attirer des étudiants étrangers au Canada	907	.....	.....	.....	907
Fonds visant à surmonter les difficultés que pose la gestion des cas d'interdiction de territoire pour des raisons de sécurité, à protéger les renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration et à obtenir des assurances que la personne ne sera pas soumise à la torture dans des cas de renvoi exceptionnels (<i>poste horizontal</i>)	290	.....	.....	.....	290
Montant brut des crédits à adopter	1 761	.....	4 250	21 889	27 900
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 761	.....	4 250	.....	6 011
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	.....	.....	21 889	21 889
Total des fonds disponibles	1 761	.....	4 250	21 889	27 900
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....	.....
Transferts					
Transfert de 2 121 250 \$ de Service canadien du renseignement de sécurité (crédit 20), de 1 623 650 \$ de la Gendarmerie royale du Canada (crédit 50), de 1 224 460 \$ de l'Agence des services frontaliers du Canada (crédit 15), de 567 880 \$ de l'Agence des services frontaliers du Canada (crédit 10), de 42 080 \$ de la Gendarmerie royale du Canada (crédit 45), de 15 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) et de 12 900 \$ d'Industrie (crédit 1) – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	1 638	3 969	.....	.....	5 607
Transfert de 1 120 184 \$ de Services partagés Canada (crédit 20) – Pour rajuster les montants à la suite de la création de Services partagés Canada	1 120	.....	.....	.....	1 120
Réaffectation des ressources à l'interne (21 889 000 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(21 889)	.....	.....	21 889	.....
Transfert à Industrie – Pour la coordination fédérale des systèmes mondiaux de navigation par satellite.....	(30)	.....	.....	.....	(30)
Transfert à l'Agence canadienne de développement international – Pour la mission bilatérale d'observation électorale en Ukraine ....	.....	.....	(3 500)	.....	(3 500)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Transfert à Services partagés Canada – Pour rajuster les montants à la suite de la création de Services partagés Canada .....	.....	(5 000)	.....	.....	(5 000)
Transfert au Conseil privé, à la Défense nationale, à Sécurité publique et Protection civile, à Agriculture et Agroalimentaire, à l'Agence canadienne de développement international et à Citoyenneté et Immigration – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(11 592)	(916)	.....	.....	(12 508)
Total des transferts	(30 753)	(1 947)	(3 500)	21 889	(14 311)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(30 753)	(1 947)	(3 500)	21 889	(14 311)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 760 946 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 4 250 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 21 889 000 \$ sont disponibles du crédit 1 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	Crédit	Législatif
<u>Subventions</u>		
Subventions pour le Programme pour la liberté de religion	500 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions pour le Programme pour la liberté de religion	3 750 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	4 250 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	4 250 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	3 500 000	.....
Montant net des paiements de transfert	(3 500 000)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour des subventions supplémentaires aux organisations internationales pour l'aide au développement, l'aide alimentaire et l'éducation.....	55 000
Appui du Canada à l'égard de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle	50 000
Appui du Canada à l'égard des réformes économiques et démocratiques au Moyen-Orient et en Afrique du nord	15 000
Montant brut des crédits à adopter	120 000
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	120 000
Total des crédits à adopter	.....
Crédits législatifs	
Paievements à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque conformément à l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i>	24 504
Total des rajustements des crédits	24 504
Transferts	
Transfert de 3 500 000 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 10) – Pour la mission bilatérale d'observation électorale en Ukraine	3 500
Transfert de 2 746 940 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) et de 373 720 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 5) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	3 121
Total des transferts	6 621
Présent budget supplémentaire des dépenses	31 125

Explication du besoin – Dépenses non budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit L35	Crédit L40	Total
Agence canadienne de développement international, crédit L35, <i>Loi de crédit n° 2</i> pour 2012-2013, est remplacé par l'énoncé suivant : Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, pour l'émission et le paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables ne doit pas dépasser 246 114 000 \$ à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013			
Agence canadienne de développement international, crédit L40, <i>Loi de crédit n° 2</i> pour 2012-2013, est remplacé par l'énoncé suivant : Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne l'achat d'actions des institutions financières internationales ne doit pas dépasser 82 176 248 \$US, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013, soit un montant estimé à 83 307 437 \$CAN			
Présent budget supplémentaire des dépenses			

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 120 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la conversion des contributions en subventions pour l'aide internationale.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions pour la programmation multilatérale : Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	120 000 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions pour la programmation bilatérale : Contributions pour l'aide au développement, contributions pour la coopération avec les pays en transition et contributions à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition	6 620 660	.....
<u>Autres paiements de transfert</u>		
(L) Paiements à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque en vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i>.....	.....	24 504 170
Montant total brut des paiements de transfert	126 620 660	24 504 170
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>120 000 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	6 620 660	24 504 170

Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 45
Transfert de 213 554 \$ des Instituts de recherche en santé du Canada (crédit 25) – Pour appuyer la continuation du Secrétariat de l'Initiative de recherche en santé mondiale à répondre aux priorités en matière de santé mondiale.....	214
<i>Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.</i>	

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 55	Crédit 60	Total
Réaffectation des ressources à l'interne (12 750 000 \$) – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés sur les plaines LeBreton	(12 750)	12 750	.....
<i>Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.</i>			

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice;			
	b) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	c) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;			
	d) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;			
	e) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	1 208 367 143	(2 641 253)	248 444 500	1 454 170 390
5a	Dépenses en capital et :			
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....			
	22 973 226	.....	.....	22 973 226
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	6 560 595 460	720 000	222 352 170	6 783 667 630

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65 048 793	.....	.....	65 048 793
(L) Ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	75 576 322	.....	.....	75 576 322
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	2 590 501	.....	.....	2 590 501
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15 000	.....	.....	15 000
Total des dépenses budgétaires	7 956 630 961	(1 921 253)	470 796 670	8 425 506 378
Commission canadienne des affaires polaires				
25b Dépenses du Programme <u>subventions inscrites au Budgets des dépenses</u> et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1 216 276	46 667	1	1 262 944
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 797	.....	.....	76 797
Total des dépenses budgétaires	1 293 073	46 667	1	1 339 741
Institut de la statistique des Premières nations				
30 Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	5 000 000	.....	.....	5 000 000
Total des dépenses budgétaires	5 000 000	.....	.....	5 000 000
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens				
35 Dépenses du Programme	14 805 542	.....	.....	14 805 542
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	264 000	.....	.....	264 000
Total des dépenses budgétaires	15 069 542	.....	.....	15 069 542
Greffes du Tribunal des revendications particulières				
40 Dépenses du Programme	2 777 072	.....	.....	2 777 072
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	202 226	.....	.....	202 226
Total des dépenses budgétaires	2 979 298	.....	.....	2 979 298

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
L15 Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	47 403 000	.....	.....	47 403 000
L20 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	31 200 000	.....	.....	31 200 000
Total des autorisations non budgétaires.....	78 603 000	.....	.....	78 603 000

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds pour continuer à soutenir la mise en œuvre du Plan d'action pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières nations (<i>poste horizontal</i>)	9 354	127 115	136 469
Fonds pour les services de soutien en santé mentale et de soutien affectif ainsi que pour l'administration et la recherche nécessaires afin de satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral aux termes de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens (<i>poste horizontal</i>)	125 555	.....	125 555
Fonds pour les sommes allouées aux revendicateurs à la suite du Processus d'évaluation indépendant et du Mode alternatif de règlement des conflits en lien avec la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens.....	124 000	.....	124 000
Fonds pour l'élaboration de systèmes et le soutien afin d'assurer la préparation au système d'éducation des Premières nations prévu par la loi et pour appuyer la construction et/ou la rénovation d'écoles dans les réserves.....	.....	45 000	45 000
Fonds pour le règlement des revendications particulières .....	.....	17 422	17 422
Fonds pour le Programme pour la prévention de la violence familiale	800	11 100	11 900
Fonds pour appuyer l'initiative de commémoration de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens qui vise à honorer et à commémorer les anciens élèves des pensionnats indiens, leurs familles et leurs collectivités, à leur rendre hommage, à informer la population sur les expériences qu'ils ont vécues et à perpétuer leur souvenir .....	.....	7 447	7 447
Fonds pour la construction et la rénovation d'écoles pour les Mi'kmaw Kina'matnewey de la Nouvelle-Écosse .....	.....	6 962	6 962
Fonds pour répondre à l'augmentation des pressions à l'égard d'activités de développement volumineuses, comme les audiences publiques et les examens des répercussions environnementales, requises pour les institutions gouvernementales publiques créées aux termes d'ententes sur les revendications territoriales globales .....	.....	6 000	6 000
Fonds pour les activités d'évaluation des diamants et d'estimation des redevances minières dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.....	5 916	.....	5 916
Fonds pour le règlement et la mise en œuvre de l'Entente de règlement de la revendication 138 de la Convention sur l'inondation des terres du nord du Manitoba	1 422	2 000	3 422
Fonds pour appuyer l'exécution du programme Nutrition Nord Canada .....	.....	2 500	2 500
Fonds pour la construction d'établissements d'enseignement des Premières nations.....	.....	2 367	2 367
Fonds pour procéder à l'inscription des personnes admissibles au statut d'Indien en vertu du projet de loi C-3, <i>Loi sur l'équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens</i>	872	.....	872
Fonds pour répondre à l'obligation du gouvernement du Canada en vertu de l'entente de principe sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest .....	.....	777	777
Fonds pour protéger les milieux marins fragiles, lutter contre la pollution et renforcer les mesures de prévention (Initiative sur la santé des océans) (<i>poste horizontal</i>)	1	49	50
Montant brut des crédits à adopter	267 920	228 739	496 659
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	19 476	6 387	25 863
Total des crédits à adopter	248 444	222 352	470 796

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 10	Total
Transfert de 587 414 \$ de la Défense nationale (crédit 1) – Pour payer les frais requis pour le nettoyage, l'assainissement et le transfert de l'ancien Camp Ipperwash à la Première nation des Chippewas de Kettle et de Stony Point.....	87	500	587
Transfert de 230 000 \$ de Pêches et Océans (crédit 10) – Pour la gestion des pêches dans la zone visée par l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador, en particulier, pour le programme de Garde-Pêche et le projet d'English River.....	.....	230	230
Transfert à la Commission canadienne des affaires polaires – Pour le transfert de l'administration du Prix de la recherche scientifique sur le Nord	(37)	(10)	(47)
Transfert à Patrimoine canadien – Afin de sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones	(310)	.....	(310)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour la divulgation de documents à la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens.....	(2 382)	.....	(2 382)
Total des transferts	(2 642)	720	(1 922)
Présent budget supplémentaire des dépenses	245 802	223 072	468 874

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 19 475 770 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 6 387 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (4 387 000 \$) et de la conversion des contributions en subventions liée à l'Entente de règlement de la revendication 138 (2 000 000 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions aux Premières nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada et/ou imposé par le Tribunal des revendications particulières	17 421 435	.....
Subvention pour l'éducation des Mi'Kmaq de la Nouvelle-Écosse	6 962 328	.....
Subventions aux cinq Premières nations signataires de la Convention sur l'inondation des terres du Nord du Manitoba Entente de règlement de la revendication 138	2 000 000	.....
Subventions pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	777 388	.....
Paielements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	230 000	.....
Montant total brut des subventions	27 391 151	.....
<u>Contributions</u>		
Paielements aux Indiens, aux Inuits et aux Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien	154 481 950	.....
Paielements aux Indiens, aux Inuits et aux Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation	20 000 000	.....
Paielements aux Indiens, aux Inuits et aux Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement social	11 100 000	.....
Contributions aux anciens élèves, à leurs familles, à leurs collectivités et aux groupes dans le but de faciliter les projets de commémoration régionaux ou nationaux qui portent sur l'expérience dans les pensionnats indiens et qui permettent aux familles et aux collectivités de participer à l'initiative	7 446 856	.....
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	6 000 000	.....
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	2 500 000	.....
Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale	500 000	.....
Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	49 213	.....
Montant total brut des contributions	202 078 019	.....
Montant total brut des paielements de transfert	229 469 170	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>6 387 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>10 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paielements de transfert	223 072 170	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Commission canadienne des affaires polaires

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 25
Transferts de 36 667 \$ d’Affaires indiennes et du Nord canadien (crédit 1) et de 10 000 \$ d’Affaires indiennes et du Nord canadien (crédit 10) – Pour le transfert de l’administration du Prix de la recherche scientifique sur le Nord....	47

Paielements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
<u>Subventions</u>		
Subventions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires.....	10 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	45 989 201	(1 429 500)	.....	44 559 701
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	252 053 467	1 279 500	8 304 575	261 637 542
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 529 262	.....	.....	5 529 262
Total des dépenses budgétaires	303 571 930	(150 000)	8 304 575	311 726 505

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour soutenir la remise en état ou l'amélioration d'infrastructures communautaires existantes (<i>poste horizontal</i>).....	150	15 450	15 600
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	150	5 866	6 016
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	1 280	1 280
Total des fonds disponibles	150	7 146	7 296
Total des crédits à adopter	.....	8 304	8 304
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne (1 279 500 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(1 280)	1 280	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour fournir des services de vérifications horizontales et de vérifications des contrôles de base	(150)	.....	(150)
Total des transferts	(1 430)	1 280	(150)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(1 430)	9 584	8 154

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 150 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 7 146 000 \$ sont disponibles : 5 866 000 \$ à même le crédit et 1 280 000 \$ du crédit 1 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

<u>Paievements de transfert (dollars)</u>	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions au Programme de développement économique du Québec.....	15 450 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	5 865 925	.....
Montant net des paiements de transfert	9 584 075	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	79 013 725	(663 000)	.....	78 350 725
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	225 214 293	1 758 000	13 778 950	240 751 243
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 907 246	.....	.....	7 907 246
(L)	Ministre associé de la Défense nationale et ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
Total des dépenses budgétaires		312 137 264	1 095 000	13 778 950	327 011 214
Société d'expansion du Cap-Breton					
10b	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	57 268 000	.....	3 399 000	60 667 000
Total des dépenses budgétaires		57 268 000	.....	3 399 000	60 667 000

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour soutenir la remise en état ou l'amélioration d'infrastructures communautaires existantes (<i>poste horizontal</i>).....	.....	8 300	8 300
Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour fournir un soutien accru relativement aux activités visant à favoriser la création d'institutions et d'entreprises particulièrement pour celles de petite et de moyenne taille .....	.....	7 081	7 081
Montant brut des crédits à adopter	.....	15 381	15 381
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	1 089	1 089
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	513	513
Total des fonds disponibles	.....	1 602	1 602
Total des crédits à adopter	.....	13 779	13 779
Transferts			
Transfert de 1 245 000 \$ de la Défense nationale (crédit 1) – Pour aider à l'organisation et à la prestation du Forum sur la sécurité internationale d'Halifax...	.....	1 245	1 245
Réaffectation des ressources à l'interne (513 000 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(513)	513	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour fournir des services de vérifications horizontales et de vérifications des contrôles de base	(150)	.....	(150)
Total des transferts	(663)	1 758	1 095
Présent budget supplémentaire des dépenses	(663)	15 537	14 874

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 602 000 \$ sont disponibles : 1 089 000 \$ à même le crédit et 513 000 \$ du crédit 1 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Paielements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	8 325 950	.....
Contributions pour le Fond d'amélioration d'infrastructure communautaire	8 300 000	.....
Montant total brut des contributions	16 625 950	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>1 089 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	15 536 950	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Société d'expansion du Cap-Breton

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 10</u>
Fonds consacrés au respect des obligations à l'égard de l'assainissement de l'environnement et des ressources humaines relativement à d'anciennes mines et d'anciens employés de mines de charbon	3 399

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, de l'administration du Programme Agri-stabilité, et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	697 611 095	671 530	8 590 619	706 873 244
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	32 049 024	16 630	1	32 065 655
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	426 075 000	.....	206 053 947	632 128 947
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75 462 212	.....	.....	75 462 212
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-stabilité.....	500 000 000	.....	.....	500 000 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-protection.....	410 000 000	.....	.....	410 000 000
(L)	Paiements de subventions pour le programme Agri-investissement	131 400 000	.....	.....	131 400 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	110 800 000	.....	70 000	110 870 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. (1997), ch. C-34)	94 000 000	.....	.....	94 000 000
(L)	Paiements de subventions pour le programme Agri-stabilité	90 000 000	.....	.....	90 000 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-investissement	29 000 000	.....	.....	29 000 000
(L)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	13 111 013	.....	.....	13 111 013
(L)	Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	404 500	.....	.....	404 500
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4)	200 000	.....	(100 000)	100 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	(48 000)	.....	.....	(48 000)
Total des dépenses budgétaires		2 615 142 360	688 160	214 614 567	2 830 445 087

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Commission canadienne du lait					
15	Dépenses du Programme.....	3 935 119	.....	3 935 119	
	Total des dépenses budgétaires	3 935 119	.....	3 935 119	
Agence canadienne d'inspection des aliments					
20b	Dépenses de fonctionnement et contributions	581 756 887	(252 000)	.....	581 504 887
25b	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	41 583 106	276 000	1	41 859 107
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 424 507	.....	.....	79 424 507
(L)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	53 161 000	.....	.....	53 161 000
(L)	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. (1997), ch. 6)	1 500 000	.....	.....	1 500 000
	Total des dépenses budgétaires	757 425 500	24 000	1	757 449 501
Commission canadienne des grains					
30a	Dépenses du Programme.....	31 626 015	.....	.....	31 626 015
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	622 222	.....	.....	622 222
(L)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains .....	.....	.....	.....	.....
	Total des dépenses budgétaires	32 248 237	.....	.....	32 248 237

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour les coûts de transition de la Commission canadienne du blé, comme les coûts des régimes de pensions et des avantages postérieurs à l'emploi, des indemnités de départ, les coûts hérités et les pénalités liées aux modifications de contrats, lorsqu'elle deviendra une organisation de commercialisation des céréales à participation facultative le 1 ^{er} août 2012.....	.....	.....	184 200	184 200
Fonds pour soutenir un secteur agricole rentable et novateur et une industrie de produits agroalimentaires et agricoles pour répondre aux besoins du marché et qui contribue ainsi à la santé et au bien-être des Canadiens (initiative Cultivons l'avenir)	1 868	.....	25 944	27 812
Fonds pour la biosécurité, la recherche et des solutions à long terme en matière de gestion des risques qui contribueront à la prospérité et à la stabilité du secteur (Initiative de lutte contre les maladies dans l'industrie porcine) .....	.....	.....	6 172	6 172
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	6 021	.....	.....	6 021
Fonds pour soutenir la participation du Canada auprès d'organisations internationales, et ce, dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, des produits agro-industriels et de l'environnement agricole.....	.....	.....	600	600
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	578	.....	.....	578
Réinvestissement des revenus provenant des ventes et de la prestation de services relatifs à la recherche, aux installations et à l'équipement, et autres revenus	124	.....	.....	124
Montant brut des crédits à adopter	8 591	.....	216 916	225 507
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	10 862	10 862
Total des crédits à adopter	8 591	.....	206 054	214 645
Crédits législatifs				
Fonds pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole afin de fournir une aide financière ciblée pour aider les producteurs à reprendre leurs activités agricoles et/ou à atténuer les répercussions résultant d'une catastrophe naturelle.....				70
Diminution des subventions aux offices établis en vertu de la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012				(100)
Total des crédits législatifs				(30)
Total des rajustements des crédits				214 615
Transferts				
Transfert de 671 530 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) et de 16 630 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 5) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	672	17	.....	689
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 263	17	206 054	215 304

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 10 862 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (10 192 000 \$), d'une réaffectation des contributions pour le versement de subventions aux bénéficiaires étrangers pour leur participation auprès d'organisations internationales qui appuient l'agriculture (600 000 \$) et d'une diminution des contributions pour financer un paiement législatif versé à un producteur de bétail en Colombie-Britannique touché par la découverte d'un cas de tuberculose bovine dans la province (70 000 \$).

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Paielements de subventions pour le programme des coûts de transition de la Commission canadienne du blé	182 700 000	.....
Subventions versées à des bénéficiaires étrangers pour leur participation auprès d'organisations internationales qui appuient l'agriculture	600 000	.....
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4).....	.....	(100 000)
Montant total brut des subventions	183 300 000	(100 000)
<u>Contributions</u>		
Contributions pour réduire au minimum la fréquence et l'ampleur des incidents liés aux risques.....	10 406 708	.....
Contributions pour améliorer la salubrité et la sécurité du système alimentaire du Canada....	7 481 292	.....
Paielements de contributions pour la lutte contre les maladies dans l'industrie porcine – Phase 2	6 172 142	.....
Contributions pour accélérer le rythme de l'innovation et faciliter l'adoption de nouvelles technologies.....	5 067 181	.....
Contributions pour promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement	2 117 959	.....
Paielements de contributions pour le programme des coûts de transition de la Commission canadienne du blé	1 500 000	.....
Contributions pour permettre la compétitivité des entreprises et des secteurs.....	596 071	.....
Contributions pour miser sur les forces du Canada pour réussir sur les marchés nationaux et internationaux.....	274 594	.....
(L) Paielements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	.....	70 000
Montant total brut des contributions	33 615 947	70 000
Montant total brut des paielements de transfert	216 915 947	(30 000)
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>10 862 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paielements de transfert	206 053 947	(30 000)

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 20	Crédit 25	Total
Transfert de 276 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté.....	.....	276	276
Transfert à la Commission de la fonction publique – Pour le Système de ressourcement de la fonction publique, soit le système national de recrutement qui alimente le principal portail d'emploi du gouvernement fédéral.....	(252)	.....	(252)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(252)	276	24

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déféctuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	894 543 768	(138 800)	2 890 963	897 295 931
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 644 593 000	238 800	15 855 400	2 660 687 200
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 386 708	.....	.....	40 386 708
(L)	Ministre des Anciens Combattants – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175 000	.....	.....	175 000
(L)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4)	10 000	.....	.....	10 000
(L)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	10 000	.....	.....	10 000
(L)	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4)	2 000	.....	.....	2 000
Total des dépenses budgétaires		3 579 797 992	100 000	18 746 363	3 598 644 355
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)					
10	Dépenses du Programme	10 223 635	.....	.....	10 223 635
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 568 649	.....	.....	1 568 649
Total des dépenses budgétaires		11 792 284	.....	.....	11 792 284

ANCIENS COMBATTANTS

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour l'entretien ménager et l'entretien du terrain .....	.....	36 328	36 328
Fonds pour les prestations au titre de l'Allocation pour perte de revenus et du Programme des prestations de retraite supplémentaires .....	.....	16 444	16 444
Fonds pour le partenariat avec Service Canada	2 219	.....	2 219
Fonds pour le projet de rénovation de l'Hôpital Sainte-Anne	672	.....	672
Fonds pour les prestations au titre de l'Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes .....	.....	5	5
Montant brut des crédits à adopter	2 891	52 777	55 668
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	36 922	36 922
Total des crédits à adopter	2 891	15 855	18 746
Transferts			
Transfert de 100 000 \$ de Patrimoine canadien (crédit 1) – Pour appuyer le Projet Mémoire de l'Institut du Historica-Dominion afin de sensibiliser les jeunes Canadiens à l'importance de perpétuer le souvenir .....	.....	100	100
Réaffectation des ressources à l'interne (138 800 \$) – Réalignement du financement des services de soutien de la Nouvelle Charte des anciens combattants aux Services de transition de carrière	(139)	139	.....
Total des transferts	(139)	239	100
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 752	16 094	18 846

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 36 922 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la conversion d'une contribution en une nouvelle subvention (36 328 000 \$) et en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (594 000 \$).

Paielements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Entretien ménager et entretien du terrain	36 328 000	.....
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	16 444 000	.....
Services de transition de carrière	138 800	.....
Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes	5 400	.....
Montant total brut des subventions	52 916 200	.....
Contributions		
Contributions en vertu du Programme des contributions aux partenaires	100 000	.....
Montant total brut des contributions	100 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	53 016 200	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	36 922 000	.....
Montant net des paiements	16 094 200	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an– Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	554 878 055	10 110 825	1 220 428	566 209 308
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	963 928 536	(2 325 000)	.....	961 603 536
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 2 031 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 442 013 \$ .....	.....	.....	442 013	442 013
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 839 105	.....	.....	56 839 105
(L)	Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	1 575 723 212	7 785 825	1 662 441	1 585 171 478
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
10b	Dépenses du Programme.....	134 610 624	(84 000)	.....	134 526 624
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 466 871	.....	.....	16 466 871
	Total des dépenses budgétaires	151 077 495	(84 000)	.....	150 993 495

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Ministère				
(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (non budgétaire).....	1	.....	.....	1
Total des autorisations non budgétaires.....	1	.....	.....	1

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds visant à soutenir le partage des renseignements avec les États-Unis en matière d'immigration (<i>poste horizontal</i>).....	7 333	.....	.....	7 333
Fonds supplémentaires destinés au Programme fédéral de santé intérimaire qui fournit temporairement des soins de santé aux réfugiés.....	5 200	.....	.....	5 200
Fonds visant à surmonter les difficultés que pose la gestion des cas d'interdiction de territoire pour des raisons de sécurité, à protéger les renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration et à obtenir des assurances que la personne ne sera pas soumise à la torture dans des cas de renvoi exceptionnels (<i>poste horizontal</i>).....	2 339	.....	.....	2 339
Fonds pour éliminer l'arriéré de certaines demandes de travailleurs qualifiés (fédéral).....	1 120	.....	.....	1 120
Fonds en appui à la modification du <i>Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> qui raie cinq pays de la liste des pays dont les citoyens sont dispensés de l'obtention d'un visa (<i>poste horizontal</i>).....	795	.....	.....	795
Radiation des dettes de prêts à l'immigration.....	.....	.....	442	442
Montant brut des crédits à adopter	16 787	.....	442	17 229
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	13 241	.....	.....	13 241
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	2 325	.....	.....	2 325
Total des fonds disponibles	15 566	.....	.....	15 566
Total des crédits à adopter	1 221	.....	442	1 663
Transferts				
Transfert de 7 260 639 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) et de 525 186 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 5) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	7 786	.....	.....	7 786
Réaffectation des ressources à l'interne (2 325 000 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	2 325	(2 325)	.....	.....
Total des transferts	10 111	(2 325)	.....	7 786
Présent budget supplémentaire des dépenses	11 332	(2 325)	442	9 449

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 15 566 395 \$ sont disponible : 13 241 395 \$ à même le crédit en raison du report de fonds pour le projet de biométrie pour les résidents temporaires (13 047 621 \$) et pour compenser le coût des locaux (108 024 \$) et en raison des pertes de revenus relatives aux remises des droits de résidence permanente (85 750 \$); et 2 325 000 \$ du crédit 5 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 10
Fonds visant à surmonter les difficultés que pose la gestion des cas d'interdiction de territoire pour des raisons de sécurité, à protéger les renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration et à obtenir des assurances que la personne ne sera pas soumise à la torture dans des cas de renvoi exceptionnels (<i>poste horizontal</i>).....	1 486
Fonds visant à soutenir le partage des renseignements avec les États-Unis en matière d'immigration (<i>poste horizontal</i>).....	404
Montant brut des crédits à adopter	1 890
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 890
Total des crédits à adopter	.....
Transferts	
Transfert à la Commission de la fonction publique – Pour le Système de ressourcement de la fonction publique, soit le système national de recrutement qui alimente le principal portail d'emploi du gouvernement fédéral.....	(84)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(84)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 1 889 575 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Secrétariat					
1b	Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice et pour d'autres activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	250 866 115	(1 499 140)	1	249 366 976
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit.....	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	3 193 000	.....	.....	3 193 000
15b	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	.....	.....	83 059 327	83 059 327

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
20 Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 277 219 568	.....	.....	2 277 219 568
25 Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent .....	.....	.....	.....	.....
30a Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	1 384 004 471	.....	.....	1 384 004 471
33 Report du budget des dépenses en capital – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits aux fins du report du budget des dépenses en capital de l'exercice précédent.....	219 655 751	.....	.....	219 655 751
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 481 520	.....	.....	30 481 520
(L) Président du Conseil du Trésor et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique pour le Nord de l'Ontario – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C. (1970), ch. P-33)...	20 000	.....	.....	20 000
Total des dépenses budgétaires	4 915 517 941	(1 499 140)	83 059 328	4 997 078 129
École de la fonction publique du Canada				
40 Dépenses du Programme.....	45 159 193	.....	.....	45 159 193
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 445 583	.....	.....	6 445 583
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	50 000 000	.....	.....	50 000 000
Total des dépenses budgétaires	101 604 776	.....	.....	101 604 776

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Commissariat au lobbying				
45	Dépenses du Programme.....	4 402 688	.....	.....	4 402 688
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	435 266	.....	.....	435 266
	Total des dépenses budgétaires	4 837 954	.....	.....	4 837 954
	Commissariat à l'intégrité du secteur public				
50	Dépenses du Programme.....	5 449 650	.....	.....	5 449 650
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	523 072	.....	.....	523 072
	Total des dépenses budgétaires	5 972 722	.....	.....	5 972 722

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

	Géré à l'échelle du ministère		
	Crédit 1	Crédit 15	Total
Crédits à adopter			
Rajustements à la rémunération – Virement aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux.....	.....	83 059	83 059
Fonds pour moderniser les services de ressources humaines des ministères et organismes	1 927	.....	1 927
Montant brut des crédits à adopter	1 927	83 059	84 986
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 927	.....	1 927
Total des crédits à adopter	.....	83 059	83 059
Transferts			
Transfert de 150 000 \$ de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (crédit 50), de 150 000 \$ de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (crédit 1), de 150 000 \$ de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (crédit 1) et de 150 000 \$ de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (crédit 1) – Pour fournir des services de vérifications horizontales et de vérifications des contrôles de base.....	600	.....	600
Transfert de 13 588 \$ de la Commission de la fonction publique – Pour soutenir la Communauté nationale des gestionnaires.....	14	.....	14
Transfert au Conseil privé – Pour soutenir le Conseil de coopération en matière de réglementation	(2 113)	.....	(2 113)
Total des transferts	(1 499)	.....	(1 499)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(1 499)	83 059	81 560

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 927 026 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Ministère					
1b	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	119 130 476	2 205 228	2 574 327	123 910 031
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 578 036	.....	.....	14 578 036
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	159 731	.....	.....	159 731
(L)	Ministre des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État (Réforme démocratique) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Minister d'État et whip en chef du gouvernement – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
	Total des dépenses budgétaires	134 104 791	2 205 228	2 574 327	138 884 346
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
5	Dépenses du Programme.....	6 523 305	.....	.....	6 523 305
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	470 367	.....	.....	470 367
	Total des dépenses budgétaires	6 993 672	.....	.....	6 993 672
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
10	Dépenses du Programme.....	28 004 597	.....	.....	28 004 597
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 574 920	.....	.....	3 574 920
	Total des dépenses budgétaires	31 579 517	.....	.....	31 579 517

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Directeur général des élections					
15	Dépenses du Programme.....	31 174 414	.....	.....	31 174 414
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 192 150	.....	.....	5 192 150
(L)	Dépenses d'élections.....	94 361 611	.....	.....	94 361 611
(L)	Dépenses en vertu de la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	6 886 917	.....	.....	6 886 917
(L)	Traitement du Directeur général des élections.....	281 100	.....	.....	281 100
	Total des dépenses budgétaires	137 896 192	.....	.....	137 896 192
Commissariat aux langues officielles					
20	Dépenses du Programme.....	19 347 764	.....	.....	19 347 764
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 250 457	.....	.....	2 250 457
	Total des dépenses budgétaires	21 598 221	.....	.....	21 598 221
Secrétariat de la Commission des nominations publiques					
25	Dépenses du Programme.....	992 250	.....	.....	992 250
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 672	.....	.....	122 672
	Total des dépenses budgétaires	1 114 922	.....	.....	1 114 922
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité					
30b	Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	2 376 061	143 655	1	2 519 717
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	293 408	.....	.....	293 408
	Total des dépenses budgétaires	2 669 469	143 655	1	2 813 125

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds pour appuyer les activités opérationnelles menées par le Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement afin d'améliorer les services et de réaliser des gains d'efficience à l'échelle du gouvernement.....	1 420
Fonds pour continuer d'appuyer la coordination d'une stratégie de communication pangouvernementale dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.....	1 347
Fonds pour appuyer la coordination pangouvernementale de la mise en œuvre du plan d'action sur la sécurité du périmètre et la compétitivité économique.....	1 250
Financement pour le fonctionnement de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser	307
Montant brut des crédits à adopter	4 324
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 750
Total des crédits à adopter	2 574
Transferts	
Transfert de 2 112 728 \$ du Secrétariat du Conseil du Trésor (crédit 1) – Pour soutenir le Conseil de coopération en matière de réglementation.....	2 113
Transfert de 92 500 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	93
Total des transferts	2 206
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 780

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 749 937 \$ sont disponibles à même le crédit : 1 264 634 \$ en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 et 485 303 \$ en raison d'économies réalisées dans le cadre des opérations journalières du Cabinet du Premier ministre en 2012-2013.

Paielements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme de contributions pour la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser.....	100 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts

Crédit 30

Transfert de 143 655 \$ de Sécurité publique et Protection civile (crédit 1) – Pour fusionner les fonctions d'examen du Service canadien du renseignement de sécurité en une seule organisation	144
---	------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 30 449 955 792 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 653 559 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; et autorisation de verser des paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada ou pour l'administration de tels programmes ou de telles ententes, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses			
	14 303 094 166	146 807 037	1	14 449 901 204
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses			
	4 133 291 773	(162 524 363)	1	3 970 767 411

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des paiements monétaires ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense.....	265 367 761	.....	.....	265 367 761
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	306 931 127	.....	.....	306 931 127
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires.....	1 057 036 145	.....	.....	1 057 036 145
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre associé de la Défense nationale et ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie) – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	4 492 604	.....	.....	4 492 604
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3).....	929 668	.....	.....	929 668
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	46 600	.....	.....	46 600
Total des dépenses budgétaires	20 071 344 876	(15 717 326)	2	20 055 627 552
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	6 365 057	.....	.....	6 365 057
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	610 029	.....	.....	610 029
Total des dépenses budgétaires	6 975 086	.....	.....	6 975 086
Centre de la sécurité des télécommunications				
20b Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , l'autorisation de dépenser au cours de l'exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités de l'organisation, y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	386 426 067	10 300 000	1	396 726 068
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	30 717 720	.....	.....	30 717 720
Total des dépenses budgétaires	417 143 787	10 300 000	1	427 443 788

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire					
25b	Dépenses du Programme.....	4 431 810	.....	4 015 226	8 447 036
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	302 357	.....	.....	302 357
	Total des dépenses budgétaires	4 734 167	.....	4 015 226	8 749 393
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications					
30	Dépenses du Programme.....	2 069 045	.....	.....	2 069 045
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	134 077	.....	.....	134 077
	Total des dépenses budgétaires	2 203 122	.....	.....	2 203 122

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour le Régime d'assurance-revenu militaire des Forces canadiennes en raison d'une décision de la cour fédérale au sujet du recours collectif Manuge	205 560	.....	205 560
Fonds pour l'acquisition et le soutien à long terme de véhicules blindés tactiques de patrouille .....	.....	59 463	59 463
Fonds pour le renouvellement et l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de la sécurité publique	31 272	6 000	37 272
Fonds pour la mise en œuvre de la phase 1 du projet de l'Amélioration de la mobilité des forces .....	.....	36 540	36 540
Fonds pour la phase de définition du projet de navire de combat canadien .....	.....	22 216	22 216
Fonds pour la phase de définition du projet de remplacement d'avion de recherche et de sauvetage .....	.....	7 160	7 160
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	2 515	.....	2 515
Montant brut des crédits à adopter	239 347	131 379	370 726
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	90 890	131 379	222 269
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	148 457	.....	148 457
Total des fonds disponibles	239 347	131 379	370 726
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de 1 400 000 \$ de Pêches et Océans (crédit 5) – Pour la rénovation du Centre conjoint de coordination des opérations de sauvetage de Trenton .....	.....	1 400	1 400
Transfert de 402 550 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	403	.....	403
Réaffectation des ressources à l'interne (148 456 901 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	148 457	(148 457)	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger .....	.....	(15)	(15)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour payer les frais requis pour le nettoyage, l'assainissement et le transfert de l'ancien Camp Ipperwash à la Première nation des Chippewas de Kettle et de Stony Point	(587)	.....	(587)
Transfert à Ressources naturelles – Pour la construction du Centre de formation des Forces canadiennes dans l'Arctique à Resolute Bay (Nunavut) .....	.....	(1 000)	(1 000)
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour aider à l'organisation et à la prestation du Forum sur la sécurité internationale d'Halifax	(1 245)	.....	(1 245)
Transfert à Environnement, à Pêches et Océans, à l'Agence Parcs Canada, à Transports et à la Gendarmerie royale du Canada – Pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	(220)	(1 044)	(1 264)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada, à Environnement, à Santé, à l'Agence de la santé publique du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Conseil national de recherches du Canada, à Énergie atomique du Canada limitée et à Ressources naturelles – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et de technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté .....	.....	(3 109)	(3 109)
Transfert au Centre de la sécurité des télécommunications – Pour appuyer la nouvelle organisation établie .....	.....	(10 300)	(10 300)
Total des transferts	146 808	(162 525)	(15 717)
Présent budget supplémentaire des dépenses	146 808	(162 525)	(15 717)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 239 346 807 \$ sont disponibles : 90 889 906 \$ à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 et 148 456 901 \$ du crédit 5 en raison du report des ressources en capital précédemment approuvées.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 131 379 060 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des ressources en capital précédemment approuvées.

DÉFENSE NATIONALE

Centre de la sécurité des télécommunications

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour le bureau du projet lié à l'installation à moyen terme relativement à une mise à niveau pour accroître la capacité en énergie	5 500
Fonds pour le refroidisseur conçu en vue de remplacer les refroidisseurs ou mécanismes de refroidissement temporaires de l'immeuble Sir-Leonard-Tilley	998
Montant brut des crédits à adopter	6 498
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	6 498
Total des crédits à adopter	.....
Transferts	
Transfert de 10 300 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour appuyer la nouvelle organisation établie	10 300
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 300

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 6 498 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour l'audience d'intérêt public Fynes.....	2 065
Fonds pour un examen des comportements lié à une enquête plurigouvernementale.....	1 441
Fonds pour l'audience d'intérêt public sur l'Afghanistan	509
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 015

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	45 423 265	(548 136)	.....	44 875 129
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	123 496 250	398 136	18 253 361	142 147 747
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 085 764	.....	.....	5 085 764
(L) Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Contributions à la Fondation Rick Hansen	4 500 000	.....	.....	4 500 000
Total des dépenses budgétaires	178 507 279	(150 000)	18 253 361	196 610 640

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour soutenir la remise en état ou l'amélioration d'infrastructures communautaires existantes (<i>poste horizontale</i>).....	.....	23 100	23 100
Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables afin d'accroître les activités liées au développement économique .....	.....	3 381	3 381
Montant brut des crédits à adopter	.....	26 481	26 481
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	7 830	7 830
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	398	398
Total des crédits à adopter	.....	18 253	18 253
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne (398 136 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(398)	398	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour fournir des services de vérifications horizontales et de vérifications des contrôles de base	(150)	.....	(150)
Total des transferts	(548)	398	(150)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(548)	18 651	18 103

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 8 228 000 \$ sont disponibles : 7 830 000 \$ à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (6 150 000 \$) et du report de fonds destinés au Musée royal de l'Alberta à la suite de retards dans le calendrier général du projet (1 680 000 \$); et 398 136 \$ du crédit 1 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Paievements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions pour le Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire	23 100 000	.....
Contributions en vertu du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	3 381 497	.....
Montant total brut des contributions	26 481 497	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	7 830 000	.....
Montant net des paievements de transfert	18 651 497	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;			
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;			
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;			
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;			
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;			
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;			
	g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	753 942 907	(3 218 084)	1 207 095	751 931 918
5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	60 067 112	535 000	192 500	60 794 612

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	145 222 353	3 312 902	2 995 000	151 530 255
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	88 599 376	.....	.....	88 599 376
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
Total des dépenses budgétaires	1 047 909 264	629 818	4 394 595	1 052 933 677
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
15a Dépenses du Programme, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	29 411 331	.....	.....	29 411 331
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 776 941	.....	.....	1 776 941
Total des dépenses budgétaires	31 188 272	.....	.....	31 188 272
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
20 Dépenses du Programme.....	5 025 341	.....	.....	5 025 341
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	429 588	.....	.....	429 588
Total des dépenses budgétaires	5 454 929	.....	.....	5 454 929

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Agence Parcs Canada					
25b	Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	585 878 858	(12 074)	1	585 866 785
30	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	500 000	.....	.....	500 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	51 763 204	.....	.....	51 763 204
(L)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	111 000 000	.....	.....	111 000 000
Total des dépenses budgétaires		749 142 062	(12 074)	1	749 129 989

Nota : Le montant des « Autorisations à ce jour » pour l'Agence Parcs Canada comprend un montant de 99 413 865 \$ au crédit 25 qui a été accordé en 2011-2012 et qui sera dépensé en 2012-2013.

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour protéger des espèces sauvages en péril (<i>poste horizontal</i>)	7 795	.....	4 000	11 795
Fonds pour traiter les problèmes liés à la charge excessive en éléments nutritifs dans le lac Winnipeg.....	1 671	193	275	2 139
Fonds pour appuyer les examens réglementaires et moderniser le système réglementaire ayant trait aux grands projets de ressources (<i>poste horizontal</i>).....	1 994	.....	.....	1 994
Fonds pour protéger les milieux marins fragiles, lutter contre la pollution et renforcer les mesures de prévention (Initiative sur la santé des océans) (<i>poste horizontal</i>).....	975	.....	230	1 205
Reinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	78	.....	.....	78
Montant brut des crédits à adopter	12 513	193	4 505	17 211
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	11 306	.....	1 510	12 816
Total des crédits à adopter	1 207	193	2 995	4 395
Transferts				
Transfert de 784 216 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	784	.....	.....	784
Transfert de 535 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté.....	.....	535	.....	535
Transfert de 137 902 \$ de Pêches et Océans (crédit 10) – Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i>.....	.....	.....	138	138
Transfert de 75 000 \$ de Transports (crédit 10) – Pour l'Université maritime mondiale afin d'appuyer les programmes sur la qualité de l'air et les changements climatiques.....	.....	.....	75	75
Réaffectation des ressources à l'interne (3 100 000 \$) – Pour la participation au Programme des Nations Unies pour l'environnement en vue d'appuyer les partenariats en matière de qualité de l'air et de changements climatiques.....	(3 100)	.....	3 100	.....
Transfert à Pêches et Océans – Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis.....	(902)	.....	.....	(902)
Total des transferts	(3 218)	535	3 313	630
Présent budget supplémentaire des dépenses	(2 011)	728	6 308	5 025

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 11 305 900 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 1 510 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Ministère

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions pour le Programme d'intendance de l'habitat.....	4 000 000	.....
Contributions à l'appui de Changements climatiques et qualité de l'air	3 175 000	.....
Contributions à l'appui de Ressources en eau.....	295 000	.....
Contributions à l'appui d'Ecosystèmes durables	210 000	.....
Contributions à l'appui de Biodiversité – Espèces sauvages et habitats.....	137 902	.....
Montant total brut des contributions	7 817 902	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>1 510 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	6 307 902	.....

Agence Parcs Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour protéger des espèces sauvages en péril (<i>poste horizontal</i>)	3 711
Fonds pour protéger les milieux marins fragiles, lutter contre la pollution et renforcer les mesures de prévention (Initiative sur la santé des océans) (<i>poste horizontal</i>).....	797
Montant brut des crédits à adopter	4 508
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	4 508
Total des crédits à adopter	.....
Transferts	
Transfert de 130 000 \$ de la Défense nationale (crédit 1) – Pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	130
Transfert de 109 926 \$ de Services partagés Canada (crédit 20) – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada.....	110
Transfert à la Commission de la fonction publique – Pour le Système de ressourcement de la fonction publique, soit le système national de recrutement qui alimente le principal portail d'emploi du gouvernement fédéral	(252)
Total des transferts	(12)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(12)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 4 507 815 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques....	130 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice.....	120 688 406	(1 404 394)	.....	119 284 012
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	215 000 000	1 404 394	8 582 614	224 987 008
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 143 191	.....	.....	13 143 191
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	28 568 975 000	.....	.....	28 568 975 000
(L)	Intérêt sur la dette non échue	19 703 000 000	.....	(1 166 000 000)	18 537 000 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	15 422 503 000	.....	.....	15 422 503 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	11 859 486 000	.....	.....	11 859 486 000
(L)	Autres frais d'intérêts.....	9 159 000 000	.....	(28 000 000)	9 131 000 000
(L)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	3 110 679 940	.....	.....	3 110 679 940
(L)	Paiements à l'Association internationale de développement	441 620 000	.....	.....	441 620 000
(L)	Paiement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	325 779 000	.....	(13 471 000)	312 308 000
(L)	Transfert visant la réduction des temps d'attente (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	250 000 000	.....	.....	250 000 000

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(L) Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	146 059 000	.....	.....	146 059 000
(L) Achat de la monnaie canadienne.....	120 000 000	.....	.....	120 000 000
(L) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i> .	51 200 000	.....	.....	51 200 000
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 148 628	.....	.....	32 148 628
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(746 180 000)	.....	2 948 000	(743 232 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(3 388 677 000)	.....	22 262 000	(3 366 415 000)
(L) Paiements aux provinces relatifs à l'harmonisation des taxes de vente (Partie III.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	.....	733 000 000	733 000 000
(L) Paiement de péréquation supplémentaire – Protection sur les transferts totaux (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	.....	679 660 000	679 660 000
Total des dépenses budgétaires	85 404 502 681	.....	238 981 614	85 643 484 295
Vérificateur général				
20 Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes obtenues pour compenser les dépenses engagées afin d'assurer pendant l'exercice des services professionnels d'audit aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) ainsi que les audits annuels des états financiers et de gestion et les audits des accords de contribution de l'Organisation internationale du Travail (OIT).....	77 750 311	.....	.....	77 750 311
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 331 353	.....	.....	10 331 353
Total des dépenses budgétaires	88 081 664	.....	.....	88 081 664
Tribunal canadien du commerce extérieur				
25b Dépenses du Programme.....	9 154 661	.....	1 300 000	10 454 661
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 240 425	.....	.....	1 240 425
Total des dépenses budgétaires	10 395 086	.....	1 300 000	11 695 086
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
30a Dépenses du Programme.....	50 431 894	.....	.....	50 431 894
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 697 939	.....	.....	5 697 939
Total des dépenses budgétaires	56 129 833	.....	.....	56 129 833

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses		
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Bureau du surintendant des institutions financières				
35	Dépenses du Programme.....	909 369	.....	909 369
	Total des dépenses budgétaires	909 369	.....	909 369
PPP Canada Inc.				
40	Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	12 700 000	.....	12 700 000
45	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds PPP Canada	275 000 000	.....	275 000 000
	Total des dépenses budgétaires	287 700 000	.....	287 700 000

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
L10 Conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances pour l'achat d'actions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne doit pas excéder 98 141 398 \$US pour la période couvrant les exercices 2011-2012 à 2015-2016	1	.....	.....	1
L15 Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 441 610 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	.....	.....	1
(L) Paiement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	20 610 640	.....	.....	20 610 640
Total des autorisations non budgétaires.....	20 610 642	.....	.....	20 610 642

FINANCES

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Financement pour l'initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	169	9 987	10 156
Maintien de la vigueur du système financier canadien.....	588	.....	588
Financement des coûts occasionnés par la contestation en justice de l'application de la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i> par la profession juridique.....	200	.....	200
Financement pour le projet de réaménagement du site du 90, rue Elgin appartenant à la Couronne.....	179	.....	179
Montant brut des crédits à adopter	1 136	9 987	11 123
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 136	.....	1 136
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	1 404	1 404
Total des fonds disponibles	1 136	1 404	2 540
Total des crédits à adopter	.....	8 583	8 583
Crédits législatifs			
Paievements aux provinces relatifs à l'harmonisation des taxes de vente (Partie III.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)...			733 000
Paievement de péréquation supplémentaire – Protection sur les transferts totaux (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)			679 660
Révision des prévisions quant aux paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)			22 262
Révision des prévisions quant au recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....			2 948
Paievement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....			(13 471)
Nouvelles prévisions à l'égard des autres frais d'intérêts tenant compte de la révision des taux des obligations à long terme anticipés par les économistes du secteur privé			(28 000)
Nouvelles prévisions à l'égard de l'intérêt sur la dette non échue tenant compte de la révision des taux d'intérêt anticipés par les économistes du secteur privé.....			(1 166 000)
Total des crédits législatifs			230 399
Total des rajustements des crédits			238 982
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne (1 404 394 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(1 404)	1 404	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	(1 404)	9 987	238 982

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 135 989 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 404 394 \$ sont disponibles du crédit 1 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (191 981 \$) et du report des fonds consacrés aux questions techniques relatives à la TPS dans le cadre de l'examen des services financiers (TPS/TVH) (1 212 413 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Ministère

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	9 987 008	.....
<u>Autres paiements de transfert</u>		
Paielements aux provinces relatifs à l'harmonisation des taxes de vente (Partie III.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	733 000 000
Paielement de péréquation supplémentaire – Protection sur les transferts totaux (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	.....	679 660 000
Paielements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	22 262 000
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	2 948 000
Paielement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	(13 471 000)
Total des paiements de transfert	9 987 008	1 424 399 000

Tribunal canadien du commerce extérieur

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 25</u>
Fonds pour la modernisation des installations	1 300

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes perçues au cours d’un exercice à la compensation de ses dépenses relatives à la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations, à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d’un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	374 103 873	(8 670 327)	44 383 035	409 816 581
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	7 727 689	8 672 427	1	16 400 117
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions– Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	773 984 571	20 000	20 942 000	794 946 571
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	54 081 266	.....	.....	54 081 266
(L)	Ministre de l’Industrie – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d’État (Science et technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l’Ontario) – Allocation pour automobile.....	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Ministre d’État (Petite entreprise et tourisme) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36)	103 467 000	.....	.....	103 467 000
(L)	Contributions en vertu du Programme d’infrastructure du savoir.....	52 459 600	.....	.....	52 459 600
(L)	Subvention à Génome Canada.....	49 500 000	.....	.....	49 500 000
(L)	Contributions à Génome Canada	25 100 000	.....	.....	25 100 000
(L)	Fonds renouvelable de l’Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	10 862 278	.....	.....	10 862 278
(L)	Contributions à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs.....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
Total des dépenses budgétaires		1 461 367 793	22 100	65 325 036	1 526 714 929

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Agence spatiale canadienne					
25b	Dépenses de fonctionnement	171 675 430	.....	.....	171 675 430
30b	Dépenses en capital.....	163 229 848	(1 002 168)	.....	162 227 680
35b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	36 597 000	1 002 168	1	37 599 169
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 032 951	.....	.....	11 032 951
	Total des dépenses budgétaires	382 535 229	.....	1	382 535 230
Commission canadienne du tourisme					
40	Paiements à la Commission canadienne du tourisme ...	72 032 802	.....	.....	72 032 802
	Total des dépenses budgétaires	72 032 802	.....	.....	72 032 802
Commission du droit d'auteur					
45	Dépenses du Programme.....	2 956 007	.....	.....	2 956 007
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	302 763	.....	.....	302 763
	Total des dépenses budgétaires	3 258 770	.....	.....	3 258 770
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
50b	Dépenses de fonctionnement	27 998 496	(668 009)	.....	27 330 487
55b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	193 933 760	120 000	37 894 000	231 947 760
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 288 753	.....	.....	3 288 753
	Total des dépenses budgétaires	225 221 009	(548 009)	37 894 000	262 567 000
Conseil national de recherches du Canada					
60b	Dépenses de fonctionnement	324 745 157	(150 000)	61 151 173	385 746 330
65b	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	41 891 219	198 000	1	42 089 220
70b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	169 415 500	150 000	90 000 000	259 565 500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 513 743	.....	.....	40 513 743
(L)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15)	132 000 000	.....	.....	132 000 000
	Total des dépenses budgétaires	708 565 619	198 000	151 151 174	859 914 793
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
75b	Dépenses de fonctionnement	46 191 715	(72 000)	.....	46 119 715
80b	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 007 251 076	172 000	16 315 305	1 023 738 381
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 330 160	.....	.....	5 330 160
	Total des dépenses budgétaires	1 058 772 951	100 000	16 315 305	1 075 188 256

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Greffé du Tribunal de la concurrence					
85	Dépenses du Programme.....	2 268 770	.....	.....	2 268 770
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	165 225	.....	.....	165 225
Total des dépenses budgétaires		2 433 995	.....	.....	2 433 995
Conseil de recherches en sciences humaines					
90b	Dépenses de fonctionnement	24 444 907	(601 000)	.....	23 843 907
95b	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	662 353 397	922 064	1 063 600	664 339 061
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 800 265	.....	.....	2 800 265
Total des dépenses budgétaires		689 598 569	321 064	1 063 600	690 983 233
Conseil canadien des normes					
100a	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	9 729 000	.....	.....	9 729 000
Total des dépenses budgétaires		9 729 000	.....	.....	9 729 000
Statistique Canada					
105	Dépenses du Programme, contributions et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	423 206 792	.....	.....	423 206 792
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69 158 222	.....	.....	69 158 222
Total des dépenses budgétaires		492 365 014	.....	.....	492 365 014

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Ministère				
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des autorisations non budgétaires	800 000	.....	.....	800 000

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour un paiement dans le cadre d'un règlement à l'amiable*....	29 000	.....	.....	29 000
Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour appuyer les besoins de fonctionnement.....	14 185	.....	.....	14 185
Fonds pour exploiter et développer le réseau CANARIE, le seul réseau à grande vitesse du Canada en recherche et éducation.....	.....	.....	12 600	12 600
Fonds à l'Institut canadien de recherches avancées pour brancher les chercheurs canadiens à des réseaux de recherche mondiaux.....	.....	.....	5 000	5 000
Fonds pour Génome Canada afin de soutenir les services de laboratoires en génomique et appuyer les projets de recherche en santé humaine .....	.....	.....	3 800	3 800
Fonds pour soutenir les investissements stratégiques dans l'innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada et de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.....	.....	.....	3 742	3 742
Fonds pour appuyer l'examen des programmes et des politiques de l'aérospatiale et de l'espace	981	.....	.....	981
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	217	.....	.....	217
Montant brut des crédits à adopter	44 383	.....	25 142	69 525
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	4 200	4 200
Total des crédits à adopter	44 383	.....	20 942	65 325
Transferts				
Transfert de 30 000 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) – Pour la coordination fédérale des systèmes mondiaux de navigation par satellite.....	30	.....	.....	30
Transfert de 20 000 \$ de Santé (crédit 1) – Pour le développement d'une base de données globale pour les rappels de produits de consommation .....	.....	.....	20	20
Réaffectation des ressources à l'interne (8 672 427 \$) – Pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation incluant l'acquisition d'équipement de surveillance du spectre	(8 672)	8 672	.....	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(13)	.....	.....	(13)
Transfert au Musée national des sciences et de la technologie – Pour appuyer la préparation d'une exposition itinérante.....	(15)	.....	.....	(15)
Total des transferts	(8 670)	8 672	20	22
Présent budget supplémentaire des dépenses	35 713	8 672	20 962	65 347

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 4 200 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (2 500 000 \$) et du report de fonds pour le Mécanisme de financement structuré (1 700 000 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

*Des fonds provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor ont été accordés en vue de financer ce poste. Un sommaire des affectations temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor (www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/index-fra.asp).

INDUSTRIE

Ministère

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques.....	20 000	.....
Montant total brut des subventions	20 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions à CANARIE Inc.	12 600 000	.....
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées	5 000 000	.....
Contributions à Génome Canada	3 800 000	.....
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense	3 742 000	.....
Montant total brut des contributions	25 142 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	25 162 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>4 200 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	20 962 000	.....

INDUSTRIE

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Crédit 35	Total
Réinvestissement des redevances de la vente de données provenant de RADARSAT-1	304	.....	.....	304
Fonds pour le développement des nanosatellites pour l'étude des étoiles lumineuses (Mission BRight Target Explorer Constellation).....	.....	.....	300	300
Fonds pour une série de capteurs des conditions de l'espace sur le satellite CASSIOPE pour observer l'ionosphère de la Terre.....	.....	.....	150	150
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	52	.....	.....	52
Montant brut des crédits à adopter	356	.....	450	806
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	356	.....	450	806
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne (1 002 168 \$) – Pour appuyer la recherche, la sensibilisation et l'éducation en sciences et technologies spatiales .....	.....	(1 002)	1 002	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....	(1 002)	1 002	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 356 406 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 450 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Paielements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	870 000	.....
Montant total brut des subventions	870 000	.....
Contributions		
Programme global de contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	432 168	.....
Contribution à la démonstration Cascade/petit satellite-sonde de mesure de l'écoulement du plasma dans le vent polaire (Mission CASSIOPE).....	150 000	.....
Montant total brut des contributions	582 168	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 452 168	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	450 000	.....
Montant net des paiements de transfert	1 002 168	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Total
Fonds pour soutenir la remise en état ou l'amélioration d'infrastructures communautaires existantes (<i>poste horizontal</i>).....	.....	24 800	24 800
Fonds pour appuyer le développement économique et communautaire, l'innovation et la diversification économique dans le Sud de l'Ontario.....	.....	23 000	23 000
Fonds pour appuyer les activités de remise en état liées au développement résidentiel et commercial de Brantford, Ontario.....	.....	494	494
Montant brut des crédits à adopter	.....	48 294	48 294
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	10 280	10 280
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	120	120
Total des fonds disponibles	.....	10 400	10 400
Total des crédits à adopter	.....	37 894	37 894
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne (120 000 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(120)	120	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour fournir des services de vérifications horizontales et de vérifications des contrôles de base.....	(150)	.....	(150)
Transfert à Services partagés Canada – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada.....	(398)	.....	(398)
Total des transferts	(668)	120	(548)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(668)	38 014	37 346

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 55 : Des fonds autorisés totalisant 10 400 000 \$ sont disponibles : 10 280 000 \$ à même le crédit et 120 000 \$ du crédit 50 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Paielements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subvention à la Corporation de la Ville de Brantford.....	494 000	.....
Montant total brut des subventions	494 000	.....
Contributions		
Contributions pour le Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire.....	24 800 000	.....
Contributions en vertu du Programme de développement du Sud de l'Ontario.....	23 000 000	.....
Montant total brut des contributions	47 800 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	48 294 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....</i>	<i>10 280 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	38 014 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 60	Crédit 65	Crédit 70	Total
Fonds pour le Programme d'aide à la recherche industrielle qui appuie des activités de recherche et de développement effectuées par des petites et moyennes entreprises	1 393	.....	90 000	91 393
Fonds pour appuyer une réorientation vers des travaux de recherche dirigés par l'entreprise et pertinents pour l'industrie.....	61 053	.....	.....	61 053
Montant brut des crédits à adopter	62 446	.....	90 000	152 446
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 295	.....	.....	1 295
Total des crédits à adopter	61 151	.....	90 000	151 151
Transferts				
Transfert de 198 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté .....	.....	198	.....	198
Réaffectation des ressources à l'interne (150 000 \$) – Pour soutenir la participation du Canada à des affiliations scientifiques internationales	(150)	.....	150	.....
Total des transferts	(150)	198	150	198
Présent budget supplémentaire des dépenses	61 001	198	90 150	151 349

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 60 : Des fonds autorisés totalisant 1 295 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Paievements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Affiliations internationales	150 000	.....
Montant total des subventions	150 000	.....
Contributions		
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises	85 500 000	.....
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux organismes.....	4 500 000	.....
Montant total des contributions	90 000 000	.....
Total des paievements de transfert	90 150 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 75	Crédit 80	Total
Fonds pour soutenir la recherche avancée et favoriser une collaboration en recherche plus étroite entre les établissements universitaires et le secteur privé	1 095	13 747	14 842
Fonds pour appuyer le Programme des réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise (<i>poste horizontal</i>)	791	8 415	9 206
Fonds pour appuyer le Programme de stages en recherche et développement industrielle	107	6 880	6 987
Montant brut des crédits à adopter	1 993	29 042	31 035
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 993	12 655	14 648
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	72	72
Total des fonds disponibles	1 993	12 727	14 720
Total des crédits à adopter .....	.....	16 315	16 315
Transferts			
Transfert de 150 000 \$ de Transports (crédit 1) – Pour le Canadian Aquatic Invasive Species Network II .....	.....	150	150
Réaffectation des ressources à l'interne (72 000 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	(72)	72	.....
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines et aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté) .....	.....	(50)	(50)
Total des transferts	(72)	172	100
Présent budget supplémentaire des dépenses	(72)	16 487	16 415

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 75 : Des fonds autorisés totalisant 1 993 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 80 : Des fonds autorisés totalisant 12 727 000 \$ sont disponibles : 12 655 000 \$ à même le crédit et 72 000 \$ du crédit 75 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Paievements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions et bourses	13 897 430	.....
Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises	8 414 750	.....
Programme de stages en R-D industrielle	6 880 125	.....
Montant total brut des paiements de transfert	29 192 305	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	12 655 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	50 000	.....
Montant net des paiements de transfert	16 487 305	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 90	Crédit 95	Total
Fonds pour soutenir les initiatives de partenariat entre l'industrie et le milieu universitaire pour la recherche avancée	494	6 447	6 941
Fonds pour appuyer le Programme des réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	983	983
Montant brut des crédits à adopter	494	7 430	7 924
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	494	5 765	6 259
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	601	601
Total des fonds disponibles	494	6 366	6 860
Total des crédits à adopter	.....	1 064	1 064
Transferts			
Transfert de 296 064 \$ de Patrimoine canadien (crédit 5) – Pour des projets de recherche pouvant servir à l'élaboration de politiques concernant la participation sportive .....	.....	296	296
Transfert de 25 000 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et génie du Canada (crédit 80) – Pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté) .....	.....	25	25
Réaffectation des ressources à l'interne (601 000 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	(601)	601	.....
Total des transferts	(601)	922	321
Présent budget supplémentaire des dépenses	(601)	1 986	1 385

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 90 : Des fonds autorisés totalisant 494 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 95 : Des fonds autorisés totalisant 6 366 000 \$ sont disponibles : 5 675 000 \$ à même le crédit et 601 000 \$ du crédit 90 en raison d'économies réalisées dans cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Paielements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions et bourses	6 767 664	.....
Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises	983 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	7 750 664	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>5 765 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	1 985 664	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter au cours d’un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d’État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère, et la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	272 893 905	(674 295)	1 757 990	273 977 600
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	368 798 556	.....	21 630 000	390 428 556
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	80 089 491	.....	.....	80 089 491
(L)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	721 859 468	(674 295)	23 387 990	744 573 163
Commission canadienne des droits de la personne					
10	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d’un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l’exercice.....	21 460 516	.....	.....	21 460 516
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	2 649 295	.....	.....	2 649 295
	Total des dépenses budgétaires	24 109 811	.....	.....	24 109 811
Tribunal canadien des droits de la personne					
15	Dépenses du Programme.....	4 303 661	.....	.....	4 303 661
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	405 970	.....	.....	405 970
	Total des dépenses budgétaires	4 709 631	.....	.....	4 709 631

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Commissaire à la magistrature fédérale					
20	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	8 183 925	.....	.....	8 183 925
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 546 148	.....	.....	1 546 148
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	981 779	.....	.....	981 779
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1).....	474 685 800	.....	.....	474 685 800
Total des dépenses budgétaires		485 397 652	.....	.....	485 397 652
Service administratif des tribunaux judiciaires					
30b	Dépenses du Programme.....	60 315 718	.....	3 028 012	63 343 730
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 972 475	.....	.....	6 972 475
Total des dépenses budgétaires		67 288 193	.....	3 028 012	70 316 205
Bureau du directeur des poursuites pénales					
35b	Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes et par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, ainsi que par la prestation de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	162 364 162	801 485	1	163 165 648
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 790 128	.....	.....	18 790 128
Total des dépenses budgétaires		181 154 290	801 485	1	181 955 776
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
40	Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	10 854 601	.....	.....	10 854 601
45	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	23 003 957	.....	.....	23 003 957
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 833 389	.....	.....	3 833 389
Total des dépenses budgétaires		37 691 947	.....	.....	37 691 947

JUSTICE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Cour suprême du Canada					
50	Dépenses du Programme.....	22 654 270	.....	.....	22 654 270
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 377 465	.....	.....	2 377 465
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	5 718 380	.....	.....	5 718 380
Total des dépenses budgétaires		30 750 115	.....	.....	30 750 115

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la prestation d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés dans les provinces et les territoires et la gestion de l'assignation d'avocats par la cour dans le cadre de poursuites fédérales	1 163	13 150	14 313
Fonds pour la Stratégie de la justice applicable aux Autochtones.....	2 358	9 600	11 958
Fonds visant à surmonter les difficultés que pose la gestion des cas d'interdiction de territoire pour des raisons de sécurité, à protéger les renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration et à obtenir des assurances que la personne ne sera pas soumise à la torture dans des cas de renvoi exceptionnels (<i>poste horizontal</i>).....	4 581	2 080	6 661
Fond pour améliorer les mesures relatives à la perte et à l'annulation du statut de réfugié, en vertu de la <i>Loi visant à protéger le système d'immigration du Canada</i> (<i>poste horizontal</i>).....	1 765	.....	1 765
Montant brut des crédits à adopter	9 867	24 830	34 697
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	8 109	3 200	11 309
Total des crédits à adopter	1 758	21 630	23 388
Transferts			
Transfert au Bureau du directeur des poursuites pénales – Pour les rajustements de salaires à même le ministère	(161)	.....	(161)
Transfert au Bureau du directeur des poursuites pénales – Pour soutenir les coordonnateurs des témoins de la Couronne dans le cadre des initiatives visant les victimes d'actes criminels afin de fournir un soutien judiciaire aux victimes et aux témoins dans les Territoires	(513)	.....	(513)
Total des transferts	(674)	.....	(674)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 084	21 630	22 714

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 8 109 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 3 200 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Ministère

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions versées en vertu du Fonds de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones.....	260 000	.....
Montant total brut des subventions	260 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique.....	11 500 000	.....
Contributions versées en vertu du Fond de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones.....	9 340 000	.....
Contributions pour payer les services des avocats désignés par le tribunal dans des poursuites fédérales.....	1 650 000	.....
Programme des avocats spéciaux.....	1 200 000	.....
Contributions à l'appui de l'aide juridique – Sécurité public et lutte contre le terrorisme.....	880 000	.....
Montant total brut des contributions	24 570 000	.....
		
Montant total brut des paiements de transfert	24 830 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....</i>	<i>3 200 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	21 630 000	.....

Service administratif des tribunaux judiciaires

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 30</u>
Fonds visant à surmonter les difficultés que pose la gestion des cas d'interdiction de territoire pour des raisons de sécurité, à protéger les renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration et à obtenir des assurances que la personne ne sera pas soumise à la torture dans des cas de renvoi exceptionnels (<i>poste horizontal</i>).....	3 432
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	404
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 028

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 404 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Bureau du directeur des poursuites pénales

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du plan d'action Par-delà la frontière concernant l'intégration des opérations transfrontalières d'application de la loi (<i>poste horizontale</i>)	230
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	230
Total des crédits à adopter	.....
Transferts	
Transfert de 513 432 \$ de Justice (crédit 1) – Pour soutenir les coordonnateurs des témoins de la Couronne dans le cadre des initiatives visant les victimes d'actes criminels afin de fournir un soutien judiciaire aux victimes et témoins dans les Territoires	513
Transfert de 160 863 \$ de Justice (crédit 1) – Pour les rajustements de salaires à même le ministère	161
Transfert de 127 190 \$ de Sécurité publique et Protection civile (crédit 1) – Pour soutenir et mettre en œuvre Crimorg.ca, un site Web national de lutte contre le crime organisé	127
Total des transferts	801
Présent budget supplémentaire des dépenses	801

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 230 272 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Sénat					
1	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice	57 933 343	.....	.....	57 933 343
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 592 303	.....	.....	7 592 303
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R.C. (1985), ch. M-5).....	26 690 200	.....	.....	26 690 200
	Total des dépenses budgétaires	92 215 846	.....	.....	92 215 846
Chambre des communes					
5b	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes.	290 903 894	.....	1 586 114	292 490 008
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36 785 091	.....	.....	36 785 091
(L)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	118 246 048	.....	.....	118 246 048
	Total des dépenses budgétaires	445 935 033	.....	1 586 114	447 521 147
Bibliothèque du Parlement					
10b	Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	37 496 080	.....	885 000	38 381 080
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 134 976	.....	.....	5 134 976
	Total des dépenses budgétaires	42 631 056	.....	885 000	43 516 056
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique					
15	Dépenses du Programme.....	6 338 000	.....	.....	6 338 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	794 288	.....	.....	794 288
	Total des dépenses budgétaires	7 132 288	.....	.....	7 132 288

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Conseiller sénatorial en éthique				
20 Dépenses du Programme.....	701 697	.....	.....	701 697
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	105 600	.....	.....	105 600
Total des dépenses budgétaires	807 297	.....	.....	807 297

PARLEMENT

Chambre des communes

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 5
Coûts de fonctionnement supplémentaires	1 586

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bibliothèque du Parlement

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 10
Fonds pour les coûts de fonctionnement supplémentaires attribuables à des indemnités de départ et à des paiements de congés parentaux.....	885

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	191 246 612	(9 567 545)	1	181 679 068
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 037 755 300	10 522 736	7 545 519	1 055 823 555
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 473 201	.....	.....	21 473 201
(L)	Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État (Sports) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 196 000	.....	.....	1 196 000
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8).....	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents	182 000	.....	.....	182 000
	Total des dépenses budgétaires	1 252 569 629	955 191	7 545 520	1 261 070 340
Conseil des Arts du Canada					
10b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi.....	181 887 817	(520 000)	.....	181 367 817
	Total des dépenses budgétaires	181 887 817	(520 000)	.....	181 367 817
Société Radio-Canada					
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	967 284 060	.....	32 200 000	999 484 060
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital.....	103 035 000	.....	.....	103 035 000
	Total des dépenses budgétaires	1 074 319 060	.....	32 200 000	1 106 519 060
Musée canadien des droits de la personne					
30b	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	10 000 000	.....	46 700 000	56 700 000
	Total des dépenses budgétaires	10 000 000	.....	46 700 000	56 700 000

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Musée canadien des civilisations					
35	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	62 453 730	.....	.....	62 453 730
	Total des dépenses budgétaires	62 453 730	.....	.....	62 453 730
Musée canadien de l'immigration du Quai 21					
40	Paiements au Musée canadien de l'immigration du Quai 21 à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	9 950 000	.....	.....	9 950 000
	Total des dépenses budgétaires	9 950 000	.....	.....	9 950 000
Musée canadien de la nature					
45	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	33 134 904	.....	.....	33 134 904
	Total des dépenses budgétaires	33 134 904	.....	.....	33 134 904
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
50b	Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des Finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	7 381 895	.....	2 553 902	9 935 797
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 311 029	.....	.....	6 311 029
	Total des dépenses budgétaires	13 692 924	.....	2 553 902	16 246 826
Bibliothèque et Archives du Canada					
55a	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction	88 777 080	.....	.....	88 777 080
60	Dépenses en capital	19 352 500	.....	.....	19 352 500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 275 573	.....	.....	11 275 573
	Total des dépenses budgétaires	119 405 153	.....	.....	119 405 153
Société du Centre national des Arts					
65	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement.....	35 631 174	.....	.....	35 631 174
	Total des dépenses budgétaires	35 631 174	.....	.....	35 631 174
Commission des champs de bataille nationaux					
70	Dépenses du Programme.....	7 503 774	.....	.....	7 503 774
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	398 015	.....	.....	398 015
(L)	Dépenses aux termes 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 700 000	.....	.....	1 700 000
	Total des dépenses budgétaires	9 601 789	.....	.....	9 601 789

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Office national du film					
75	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	69 528 105	.....	.....	69 528 105
(L)	Fonds renouvelable de l'Office national du film .....	.....	.....	.....	.....
	Total des dépenses budgétaires	69 528 105	.....	.....	69 528 105
Musée des beaux-arts du Canada					
80	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	40 206 120	.....	.....	40 206 120
85	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection et des frais connexes découlant de cette activité.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
	Total des dépenses budgétaires	48 206 120	.....	.....	48 206 120
Musée national des sciences et de la technologie					
90b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	28 931 340	15 000	1	28 946 341
	Total des dépenses budgétaires	28 931 340	15 000	1	28 946 341
Commission de la fonction publique					
95b	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de produits et services d'évaluation et de counseling et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	85 204 708	838 412	1	86 043 121
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 620 112	.....	.....	13 620 112
	Total des dépenses budgétaires	98 824 820	838 412	1	99 663 233
Commission des relations de travail dans la fonction publique					
100	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice.....	13 042 248	.....	.....	13 042 248
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 310 757	.....	.....	1 310 757
	Total des dépenses budgétaires	14 353 005	.....	.....	14 353 005
Tribunal de la dotation de la fonction publique					
105	Dépenses du Programme.....	5 051 150	.....	.....	5 051 150
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	614 407	.....	.....	614 407
	Total des dépenses budgétaires	5 665 557	.....	.....	5 665 557

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
Grefe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d’actes répréhensibles				
110 Dépenses du Programme.....	1 726 200	.....	.....	1 726 200
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	190 080	.....	.....	190 080
Total des dépenses budgétaires	1 916 280	.....	.....	1 916 280
Téléfilm Canada				
115 Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	105 667 144	.....	.....	105 667 144
Total des dépenses budgétaires	105 667 144	.....	.....	105 667 144

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds destinés à financer le budget en capital des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto .....	.....	14 386	14 386
Fonds destinés à financer le Programme des célébrations et commémorations afin de soutenir les célébrations organisées, à l'échelle du Canada, dans le cadre du Festival de la 100 ^e Coupe Grey et qui se tiendront dans différentes communautés ..	.....	5 000	5 000
Fonds destinés à financer le Programme de soutien au sport pour soutenir ParticipAction et le Grand défi Pierre Lavoie afin de faire la promotion de modes de vie plus actifs et de communautés plus saines et plus fortes dans l'ensemble du Canada, en mettant plus particulièrement l'accent sur les enfants et les adolescents ..	.....	3 000	3 000
Fonds destinés à financer le versement d'une subvention à la Fondation Hnatshyn afin de célébrer l'excellence dans les arts dans le cadre de l'héritage du gouverneur général .....	.....	2 500	2 500
Fonds destinés à financer la subvention versée au Programme d'aide aux athlètes .....	.....	1 000	1 000
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	200	.....	200
Montant brut des crédits à adopter	200	25 886	26 086
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	200	8 232	8 432
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	10 109	10 109
Total des fonds disponibles	200	18 341	18 541
Total des crédits à adopter	.....	7 545	7 545
Transferts			
Transfert de 605 255 \$ de Services partagés Canada (crédit 20) – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada	605	.....	605
Transfert de 500 000 \$ du Conseil des Arts du Canada (crédit 10) – Pour le remboursement des fonds prévus pour le Programme national de traduction pour l'édition du livre .....	.....	500	500
Transfert de 310 000 \$ d'Affaires indiennes et du Nord canadien (crédit 1) – Afin de sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones .....	.....	310	310
Transfert de 20 000 \$ du Conseil des Arts Canada (crédit 10) – Pour appuyer conjointement une série de trois rapports statistiques sur les arts au Canada	20	.....	20
Réaffectation de ressources à l'interne (10 108 800 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	(10 109)	10 109	.....
Transfert à la Commission de la fonction publique – Pour le Système de ressourcement de la fonction publique, soit le système national de recrutement qui alimente le principal portail d'emploi du gouvernement fédéral	(84)	.....	(84)
Transfert à Anciens Combattants – Pour appuyer le Projet Mémoire de l'Institut du Dominion afin de sensibiliser les jeunes Canadiens à l'importance de perpétuer le souvenir .....	.....	(100)	(100)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour des projets de recherche pouvant servir à l'élaboration de politiques concernant la participation sportive .....	.....	(296)	(296)
Total des transferts	(9 568)	10 523	955
Présent budget supplémentaire des dépenses	(9 568)	18 068	8 500

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 200 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 18 340 800 \$ sont disponibles : 8 232 000 \$ à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (7 232 000 \$) et de la contribution pour le Programme de soutien au sport (1 000 000 \$); et 10 108 800 \$ du crédit 1 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subvention à la Fondation Hnatyshyn.....	2 500 000	.....
Subventions au Programme d'aide aux athlètes.....	1 000 000	.....
Montant total brut des subventions	3 500 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions au Programme d'accueil des jeux	14 386 319	.....
Contributions pour soutenir le Programme célébration et commémoration	5 310 000	.....
Contributions au Programme de soutien au sport.....	3 000 000	.....
Contributions au Fonds du livre du Canada.....	500 000	.....
Montant total brut des contributions	23 196 319	.....
Montant total brut des paiements de transfert	26 696 319	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>8 232 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>396 064</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	18 068 255	.....

Société Radio-Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 15</u>
Fonds pour maintenir la programmation de langues anglaise et française à la télévision, à la radio et services numériques.....	32 200
<i>Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.</i>	

Musée canadien des droits de la personne

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 30</u>
Fonds pour la construction du bâtiment, les expositions, les travaux d'aménagement et d'autres coûts de fonctionnement pour le musée*.....	46 700
<i>Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.</i>	

* Un montant de 38 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été accordé en vue de financer une partie de ce poste. Un sommaire des affectations temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor (www.tbs-sct.gc.ca/ems-sdg/index-fra.asp).

PATRIMOINE CANADIEN

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 50
Fonds en appui aux enquêtes et aux mesures visant à faire respecter l'application de la Liste nationale des numéros de télécommunication exclus.....	2 554

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Musée national des sciences et de la technologie

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 90
Transfert de 15 000 \$ d'Industrie (crédit 1) – Pour appuyer la préparation d'une exposition itinérante	15

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission de la fonction publique

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 95
Transferts de 252 000 \$ de l'Agence Parcs Canada (crédit 25), de 252 000 \$ de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (crédit 20), de 84 000 \$ de Patrimoine canadien (crédit 1), et de 84 000 \$ de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (crédit 10) – Pour le Système de ressourcement de la fonction publique, soit le système national de recrutement qui alimente le principal portail d'emploi du gouvernement fédéral	672
Transfert de 180 000 \$ de Services partagés Canada (crédit 20) – Pour rajuster les montants à la suite de la création de Services partagés Canada	180
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir la Communauté nationale des gestionnaires	(14)
Présent budget supplémentaire des dépenses	838

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
1b Dépenses de fonctionnement et :				
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;				
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;				
c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;				
d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 224 136 178	(880 343)	32 901 259	1 256 157 094
5b Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale.....	376 967 492	(1 400 000)	25 025 637	400 593 129
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	61 952 908	645 298	26 389 874	88 988 080
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	132 589 653	.....	.....	132 589 653
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
Total des dépenses budgétaires.....	1 795 723 747	(1 635 045)	84 316 770	1 878 405 472

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour renouveler l'Initiative des pêches commerciales intégrées du Pacifique	7 044	.....	14 650	21 694
Fonds pour l'acquisition des navires hauturiers de science halieutique et du navire hauturier de science océanographique.....	4 781	13 189	.....	17 970
Fonds pour la prolongation de vie des navires et de modernisation à mi-vie de la Garde côtière canadienne.....	.....	11 837	.....	11 837
Fonds pour renouveler l'Initiative des pêches commerciales intégrées de l'Atlantique	1 545	.....	9 307	10 852
Fonds pour appuyer les sciences et la pêche durable afin d'améliorer la gestion des pêches et la conservation des ressources.....	10 026	.....	.....	10 026
Fonds pour protéger des espèces sauvages en péril (<i>poste horizontal</i>)	7 512	.....	.....	7 512
Fonds pour protéger les milieux marins fragiles, lutter contre la pollution et renforcer les mesures de prévention (Initiative sur la santé des océans) (<i>poste horizontal</i>)	3 936	.....	33	3 969
Fonds pour appuyer l'Association du port de Digby aux fins des réparations au Fishermen's Wharf de Digby en Nouvelle-Écosse .....	.....	.....	2 400	2 400
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	1 558	.....	.....	1 558
Réinvestissement des recettes versées par des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causés par les navires pour les coûts de dépollution à la suite de déversement de pétrole	67	.....	.....	67
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	32	.....	.....	32
Montant brut des crédits à adopter	36 501	25 026	26 390	87 917
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 600	.....	.....	3 600
Total des crédits à adopter	32 901	25 026	26 390	84 317
Transferts				
Transfert de 902 300 \$ d'Environnement (crédit 1) – Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis.....	902	.....	.....	902
Transfert de 207 609 \$ de la Défense nationale (crédit 5) et de 70 000 \$ de la Défense nationale (crédit 1) – Pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	208	.....	70	278
Réaffectation des ressources à l'interne (624 750 \$) – Pour soutenir la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques).....	(625)	.....	625	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (135 200 \$) – Pour appuyer le Programme de contributions par catégorie de ports pour petits bateaux	(135)	.....	135	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (134 500 \$) – Pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	(134)	.....	134	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (48 750 \$) – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	(49)	.....	49	.....
Transfert à Environnement – Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i> .....	.....	.....	(138)	(138)

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Tranferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à Affaires indiennes et Développement du Nord canadien – Pour la gestion des pêches dans la zone visée par l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador, en particulier, pour le Programme des garde-pêche et le projet d'English River ..	.....	.....	(230)	(230)
Transfert à Services partagés Canada – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada	(1 047)	.....	.....	(1 047)
Transfert à la Défense nationale – Pour la rénovation du Centre conjoint de coordination des opérations de sauvetage de Trenton ..	.....	(1 400)	.....	(1 400)
Total des transferts	(880)	(1 400)	645	(1 635)
Présent budget supplémentaire des dépenses	32 021	23 626	27 035	82 682

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 3 600 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Paielements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	147 000	.....
Montant total brut des subventions	147 000	.....
Contributions		
Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	21 757 374	.....
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques	2 824 750	.....
Contributions à l'appui du programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	2 535 200	.....
Ententes de contributions pour permettre aux associations liées à la Garde côtière auxiliaire canadienne (GCAC) de procéder à des activités autorisées relatives aux opérations de recherche et de sauvetage en mer (SAR), de la prévention SAR et d'autres activités liées à la sécurité	70 000	.....
Contributions à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques	48 750	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	20 000	.....
Montant total brut des contributions	27 256 074	.....
Montant total brut des paiements de transfert	27 403 074	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>367 902</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	27 035 172	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et :				
	a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l'assurance-emploi et du Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire;				
	b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent :				
	(i) des services du Secteur des programmes d'accès public,				
	(ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail,				
	(iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral,				
	(iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État,				
	(v) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ;				
	c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an				
	648 804 728	.....	22 460 861	671 265 589	
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions				
	1 761 513 783	.....	92 232 118	1 853 745 901	
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
	243 910 464	.....	.....	243 910 464	
(L)	Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile				
	77 516	.....	.....	77 516	
(L)	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile				
	77 516	.....	.....	77 516	
(L)	Ministre d'État (Aînés) – Allocation pour automobile ..				
	2 000	.....	.....	2 000	
(L)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)				
	30 574 304 025	.....	.....	30 574 304 025	
(L)	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)				
	9 003 579 796	.....	.....	9 003 579 796	
(L)	Prestation universelle pour la garde d'enfants				
	2 747 000 000	.....	.....	2 747 000 000	

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	730 000 000	.....	.....	730 000 000
(L) Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	591 273 970	.....	.....	591 273 970
(L) Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	563 029 953	.....	.....	563 029 953
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	509 078 862	.....	.....	509 078 862
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	91 000 000	.....	.....	91 000 000
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	63 800 000	.....	.....	63 800 000
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	54 200 000	.....	.....	54 200 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	51 600 000	.....	.....	51 600 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	42 000 000	.....	.....	42 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	11 330 079	.....	.....	11 330 079
(L) Financement pluriannuel initial à Passeport pour la réussite Canada afin d'appuyer ses programmes d'intervention précoce communautaires qui aideront les jeunes défavorisés à accéder aux études postsecondaires au Canada	6 000 000	.....	.....	6 000 000
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	3 824	.....	.....	3 824

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(13 138 428)	.....	.....	(13 138 428)
Total des dépenses budgétaires	47 679 628 088	.....	114 692 979	47 794 321 067
Conseil canadien des relations industrielles				
10 Dépenses du Programme.....	11 987 675	.....	.....	11 987 675
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 569 617	.....	.....	1 569 617
Total des dépenses budgétaires	13 557 292	.....	.....	13 557 292
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15b Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 139 812 000	.....	.....	2 139 812 000
Total des dépenses budgétaires	2 139 812 000	.....	.....	2 139 812 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20 Dépenses du Programme.....	1 972 607	.....	.....	1 972 607
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	180 870	.....	.....	180 870
Total des dépenses budgétaires	2 153 477	.....	.....	2 153 477
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25 Dépenses du Programme.....	3 995 635	.....	.....	3 995 635
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 130 830	.....	.....	1 130 830
Total des dépenses budgétaires	5 126 465	.....	.....	5 126 465
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme				
30a Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	9 959 553	.....	.....	9 959 553
35 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	18 950 000	.....	.....	18 950 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 225 714	.....	.....	1 225 714
Total des dépenses budgétaires	30 135 267	.....	.....	30 135 267

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses non budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses		
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Ministère				
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non budgétaire)	809 592 184	.....	.....	809 592 184
Total des autorisations non budgétaires	809 592 184	.....	.....	809 592 184
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11) (non budgétaire).....	(2 769 596 000)	.....	.....	(2 769 596 000)
Total des autorisations non budgétaires	(2 769 596 000)	.....	.....	(2 769 596 000)

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour le programme Nouveaux Horizons pour les aînés qui accorde des fonds à des organisations afin que les aînés puissent profiter de la qualité de vie qu'offre leur collectivité et y contribuer, en menant une vie active et en participant à des activités sociales .....	.....	34 958	34 958
Fonds pour la Stratégie emploi jeunesse pour les volets Connexion compétences et Objectif carrière	1 715	23 000	24 715
Fonds pour l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés laquelle est un programme d'emploi fédéral-provincial-territorial proposant toute une gamme d'activités d'emploi aux chômeurs âgés qui vivent dans des collectivités vulnérables de moins de 250 000 habitants afin de les aider à continuer de faire partie de la population active.....	.....	17 086	17 086
Fonds pour la Stratégie d'amélioration des services pour les versements de Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti afin d'améliorer les services offerts aux Canadiens et générer des gains d'efficacité sur le plan administratif.....	11 106	.....	11 106
Fonds pour faire face à l'augmentation, imputable aux changements démographiques, de la charge de travail liée à la Sécurité de la vieillesse	5 750	.....	5 750
Fonds pour appuyer les subventions et contributions pour des projets de rénovation, de construction ou de réaménagement d'installations situés au Canada qui permettent aux organisations d'offrir de meilleurs services aux personnes handicapées dans le cadre du Fonds pour l'accessibilité.....	.....	5 742	5 742
Fonds pour rehausser les bénéfices pour les parents d'enfants assassinés ou portés disparu.....	2 030	3 000	5 030
Fonds pour améliorer les perspectives d'emploi des Canadiens handicapés.....	426	4 504	4 930
Fonds pour informer les Canadiens à l'égard de l'augmentation de l'âge d'admissibilité aux prestations de la Sécurité de la vieillesse	4 473	.....	4 473
Fonds pour la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance afin de promouvoir des structures et des partenariats stratégiques, des solutions aux problèmes du logement et des mesures de soutien stables et d'aider les personnes sans abri à devenir autonomes .....	.....	3 542	3 542
Fonds pour des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes .....	.....	3 209	3 209
Fonds pour réaliser l'engagement du gouvernement du Canada relativement au versement rapide de prestations dans le cadre du Programme de protection des salariés	1 223	.....	1 223
Fonds pour l'expansion du projet ThirdQuarter .....	.....	1 000	1 000
Montant brut des crédits à adopter	26 723	96 041	122 764
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4 262	3 809	8 071
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 461	92 232	114 693

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 4 262 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution de 3 100 000 \$ dans les programmes de publicité du gouvernement, d'une diminution de 862 000 \$ du financement lié au traitement des documents pour le Programme canadien de prêts aux étudiants et du gel de 300 000 \$ par le Conseil du Trésor pour compenser les pertes de revenus relativement à la Stratégie d'amélioration des services.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 3 809 000 \$ sont disponibles à même le crédit soit une autorisation de dépenser 3 209 000 \$ pour compenser l'augmentation des subventions pour le Programme d'apprentissage, d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles pour les adultes et un montant de 600 000 \$ en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	34 958 284	.....
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité	5 422 000	.....
Subventions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements minicipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	3 209 000	.....
Soutien du revenu pour les parents d'enfants assassinés ou disparus	3 000 000	.....
Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	538 336	.....
Montant total brut des subventions	47 127 620	.....
<u>Contributions</u>		
Paielements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	27 503 600	.....
Contributions pour aider les travailleurs âgés sans emploi dans les collectivités ayant un taux de chômage élevé et/ou affectées par des compressions de personnel	17 086 551	.....
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	3 003 347	.....
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements minicipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	1 000 000	.....
Contributions pour des projets de rénovation, de construction ou de réaménagement d'installations situés au Canada qui permettent aux organisations d'offrir de meilleurs services aux personnes handicapées dans le cadre du Fonds pour l'accessibilité	320 000	.....
Montant total brut des contributions	48 913 498	.....
Montant total brut des paielements de transfert	96 041 118	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>3 809 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paielements de transfert	92 232 118	.....

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour maintenir et rehausser la qualité des logements abordables pour les ménages à faible revenu, y compris les aînés, les personnes handicapées, les victimes de violence familiale et les personnes Autochtones dans le cadre des programmes de réparation et d'amélioration des habitations	2 000
Fonds visant à accroître l'offre de logements abordables et à en maintenir et améliorer la qualité pour les ménages à faible revenu dans le cadre de l'investissement dans le logement abordable 2011-2014 et des programmes de réparation et d'amélioration des habitations	1 071
Montant brut des crédits à adopter	3 071
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	3 071
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 3 071 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère; et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	827 309 896	(1 345 624)	1	825 964 273
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	18 941 315	12 415 896	1	31 357 212
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	751 918 920	(9 900 272)	.....	742 018 648
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 716 340	.....	.....	59 716 340
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôticières	987 902 000	.....	.....	987 902 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôticières de la Nouvelle-Écosse	135 846 000	.....	.....	135 846 000
(L)	Subvention à la Fondation des technologies du développement durable du Canada	59 338 000	.....	.....	59 338 000
(L)	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	7 756 000	.....	.....	7 756 000
(L)	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	3 450 000	.....	.....	3 450 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada .....	.....	.....	.....	.....
	Total des dépenses budgétaires	2 852 255 987	1 170 000	2	2 853 425 989
Énergie atomique du Canada limitée					
15b	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	268 343 000	165 000	76 800 000	345 308 000
(L)	Conformément à l'article 2146 de la <i>Loi sur l'emploi et la croissance</i> , pour la dissolution d'Énergie atomique du Canada limitée	274 552 095	.....	.....	274 552 095
	Total des dépenses budgétaires	542 895 095	165 000	76 800 000	619 860 095

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
20b	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	31 050 541	.....	8 604 751	39 655 292
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 840 994	.....	.....	3 840 994
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	90 685 811	.....	.....	90 685 811
	Total des dépenses budgétaires	125 577 346	.....	8 604 751	134 182 097
Office national de l'énergie					
25b	Dépenses du Programme.....	55 828 344	.....	5 890 861	61 719 205
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	6 494 511	.....	.....	6 494 511
	Total des dépenses budgétaires	62 322 855	.....	5 890 861	68 213 716
Administration du pipe-line du Nord					
30	Dépenses du Programme.....	3 163 150	.....	.....	3 163 150
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 320	.....	.....	122 320
	Total des dépenses budgétaires	3 285 470	.....	.....	3 285 470

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour appuyer le secteur forestier canadien grâce au développement des marchés et à la promotion de l'innovation.....	10 350	.....	43 800	54 150
Fonds pour renouveler les stations-relais pour satellites de Ressources naturelles.....	297	7 393	.....	7 690
Fonds pour soutenir le Programme d'accélération des technologies d'isotopes visant à faire avancer le développement de solutions de rechange aux technologies existantes de production d'isotopes médicaux.....	1 091	.....	5 780	6 871
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal).....	4 000	.....	.....	4 000
Fonds pour les coûts de réaménagement des effectifs faisant suite à des initiatives de restructuration.....	2 529	.....	.....	2 529
Montant brut des crédits à adopter	18 267	7 393	49 580	75 240
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	15 760	.....	49 580	65 340
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	2 507	7 393	.....	9 900
Total des fonds disponibles	18 267	7 393	49 580	75 240
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert de 1 000 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour la construction du Centre de formation des Forces canadiennes dans l'Arctique à Resolute Bay (Nunavut).....	.....	1 000	.....	1 000
Transfert de 170 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté.....	.....	170	.....	170
Réaffectation des ressources à l'interne (3 852 696 \$) – Pour renouveler les stations-relais pour satellites de Ressources naturelles.....	(3 853)	3 853	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (9 900 272 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	2 507	7 393	(9 900)	.....
Total des transferts	(1 346)	12 416	(9 900)	1 170
Présent budget supplémentaire des dépenses	(1 346)	12 416	(9 900)	1 170

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 18 267 072 \$ sont disponibles : 15 760 000 \$ à même le crédit et 2 507 072 \$ du crédit 10 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 7 393 200 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 49 580 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report du financement lié au Fonds pour l'énergie propre (40 341 900 \$) et d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (9 238 100 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions à l'appui du Programme d'innovation forestière.....	26 600 000	.....
Contributions à l'appui du Programme de développement des marchés	17 200 000	.....
Contributions à l'appui du Programme d'accélération des technologies d'isotopes visant à faire avancer le développement de solutions de rechange aux technologies existantes de production d'isotopes médicaux.....	5 780 000	.....
Montant total brut des contributions	49 580 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>49 580 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>9 900 272</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(9 900 272)	.....

Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 15</u>
Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement et des programmes en cours comme assurer le maintien de la production d'isotopes, assumer les coûts liés à la réduction progressive des opérations des installations de production d'isotopes, et tenir compte des priorités en matière de santé, de sécurité et d'environnement dans les laboratoires de Chalk River	76 800
Transferts	
Transfert de 165 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	165
Présent budget supplémentaire des dépenses	76 965

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour renforcer la capacité de réglementer et d'inspecter les titulaires de permis exemptés du paiement des droits quant à l'utilisation d'appareils nucléaires et autres activités au Canada.....	6 780
Fonds pour des services de réglementation	2 270
Montant brut des crédits à adopter	9 050
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	445
Présent budget supplémentaire des dépenses	8 605

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 445 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Office national de l'énergie

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour renforcer la capacité d'inspecter les oléoducs et les gazoducs, pour faciliter un bon rendement en matière de sécurité et pour prendre des mesures visant à répondre aux préoccupations accrues du public à l'égard de la sécurité des pipelines	5 891

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l’exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 894 642 672	(32 389 277)	194 938 496	2 057 191 891
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	30 313 444	465 000	1	30 778 445
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, sous forme de paiements monétaires ou encore de produits ou de services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 449 573 237	(7 109 000)	42 150 191	1 484 614 428
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	134 947 945	.....	.....	134 947 945
(L)	Ministre de la Santé et ministre de l’Agence canadienne de développement économique du Nord – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	3 509 554 814	(39 033 277)	237 088 688	3 707 610 225
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
15	Dépenses du Programme.....	10 422 266	.....	.....	10 422 266
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	614 586	.....	.....	614 586
	Total des dépenses budgétaires	11 036 852	.....	.....	11 036 852
Instituts de recherche en santé du Canada					
20b	Dépenses de fonctionnement	52 992 444	(1 135 400)	.....	51 857 044
25b	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	922 878 549	3 030 846	2 287 600	928 196 995
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	6 617 600	.....	.....	6 617 600
	Total des dépenses budgétaires	982 488 593	1 895 446	2 287 600	986 671 639

Nota : En vertu de l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et du décret C.P. 2012-965, qui est entré en vigueur le 30 juin, le montant de 49 943 849 \$ est réputé avoir été transféré du crédit 50 de l'Agence de la santé publique du Canada, ce qui représente une augmentation du même montant au crédit 1 de Santé, *Loi de crédits n°1 pour 2012-2013*.

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Agence canadienne de développement économique du Nord					
30b	Dépenses de fonctionnement	13 953 130	(200 000)	.....	13 753 130
35b	Contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	36 661 803	200 000	3 000 000	39 861 803
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 171 953	.....	.....	1 171 953
Total des dépenses budgétaires		51 786 886	.....	3 000 000	54 786 886
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
40	Dépenses du Programme.....	4 095 469	.....	.....	4 095 469
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	596 596	.....	.....	596 596
Total des dépenses budgétaires		4 692 065	.....	.....	4 692 065
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
45	Dépenses du Programme.....	11 163 552	.....	.....	11 163 552
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 052 767	.....	.....	1 052 767
Total des dépenses budgétaires		12 216 319	.....	.....	12 216 319
Agence de la santé publique du Canada					
50b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	340 233 122	37 528 277	1	377 761 400
55b	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	18 445 449	309 800	1	18 755 250
60b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	202 568 477	(134 000)	1	202 434 478
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	32 837 921	.....	.....	32 837 921
Total des dépenses budgétaires		594 084 969	37 704 077	3	631 789 049

Nota : En vertu de l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et du décret C.P. 2012-950, qui est entré en vigueur le 30 juin, le montant de 14 399 154 \$ est réputé avoir été transféré du crédit 1 (12 390 248 \$) et du crédit 10 (2 008 906 \$) de Santé, ce qui représente une augmentation des mêmes montants aux crédits 50 et 60 de l'Agence de la santé publique du Canada, *Loi de crédits n°1 pour 2012-2013*.

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour maintenir les prestations supplémentaires en santé des Premières nations et des Inuits admissibles	192 997	.....	33 382	226 379
Fonds pour les services de soutien en santé mentale et de soutien affectif ainsi que pour l'administration et la recherche nécessaires afin de satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral aux termes de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens (<i>poste horizontal</i>)	17 911	.....	37 989	55 900
Fonds pour continuer à soutenir la mise en œuvre du Plan d'action pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières nations (<i>poste horizontal</i>)	16 503	.....	9 060	25 563
Fonds visant à aider le développement de nouveaux modèles de soins palliatifs intégrés aux communautés .....	.....	.....	1 000	1 000
Montant brut des crédits à adopter	227 411	.....	81 431	308 842
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	32 473	.....	39 281	71 754
Total des crédits à adopter	194 938	.....	42 150	237 088
Transferts				
Transfert de 12 390 248 \$ de l'Agence de la santé publique du Canada (crédit 50) – Pour l'entente sur les services partagés entre l'Agence de la santé publique du Canada et Santé pour les services de vérification, d'évaluation, de gestion d'urgences et d'affaires internationales	12 390	.....	.....	12 390
Transfert de 465 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté .....	.....	465	.....	465
Transfert de 150 000 \$ de l'Agence de la santé publique du Canada (crédit 60) – Pour le soutien au Réseau canadien autochtone du sida et pour la coordination des activités du groupe de travail autochtone international sur le VIH/sida dans le cadre de la conférence AIDS 2012 .....	.....	.....	150	150
Réaffectation des ressources à l'interne (5 159 000 \$) – Pour contribuer à la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme	5 159	.....	(5 159)	.....
Transfert de 369 046 \$ de l'Agence de la santé publique du Canada (crédit 50) – Pour la réaffectation de personnel existant à la suite du transfert de fonctions organisationnelles de l'Agence de la santé publique du Canada à Santé	369	.....	.....	369
Transfert à Industrie – Pour le développement d'une base de données globale pour les rappels de produits de consommation	(20)	.....	.....	(20)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour fournir un soutien au comité de la santé de l'Organisation de coopération et de développement économiques .....	.....	.....	(100)	(100)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour le Bureau du dentiste en chef	(344)	.....	.....	(344)

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour soutenir les mesures relatives à la santé pulmonaire en lien avec le tabagisme dans le cadre de la nouvelle Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme .....	.....	.....	(2 000)	(2 000)
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour l'entente sur les services partagés entre l'Agence de la santé publique du Canada et Santé pour les services internes	(49 944)	.....	.....	(49 944)
Total des transferts	(32 390)	465	(7 109)	(39 034)
Présent budget supplémentaire des dépenses	162 548	465	35 041	198 054

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 32 472 600 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 39 280 893 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme de contributions pour les politiques en matière de soins de santé.....	1 000 000	.....
Contributions aux soins de santé primaires des Premières nations et des Inuits	47 199 564	.....
Contributions aux Prestations supplémentaires en santé des Premières nations et des Inuits .	33 381 520	.....
Montant total brut des contributions	81 581 084	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>39 280 893</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>7 259 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	35 041 191	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds pour la recherche axée sur le patient afin d'améliorer les résultats en santé grâce à des soins fondés sur des données scientifiques	1 008	13 936	14 944
Fonds pour appuyer le Programme des réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	1 737	1 737
Montant brut des crédits à adopter	1 008	15 673	16 681
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 008	12 250	13 258
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	1 135	1 135
Total des fonds disponibles	1 008	13 385	14 393
Total des crédits à adopter	.....	2 288	2 288
Transferts			
Transfert de 1 484 000 \$ de l'Agence de la santé publique du Canada (crédit 60) – Pour renouveler le financement pour le Réseau de recherche sur l'influenza afin de renforcer la recherche sur l'influenza au Canada en préparation d'une éventuelle pandémie de grippe .....	.....	1 484	1 484
Transfert de 600 000 \$ de l'Agence de la santé publique du Canada (crédit 60) – Pour soutenir la recherche sur les interventions en santé des populations, particulièrement dans les domaines d'inégalités en matière de santé pour les Autochtones, de l'obésité et de la santé mentale .....	.....	600	600
Transfert de 25 000 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (crédit 80) – Pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté) .....	.....	25	25
Réaffectation des ressources à l'interne (1 135 400 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	(1 135)	1 135	.....
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour appuyer la continuation du Secrétariat de l'Initiative de recherche en santé mondiale à répondre aux priorités en matière de santé mondiale .....	.....	(214)	(214)
Total des transferts	(1 135)	3 030	1 895
Présent budget supplémentaire des dépenses	(1 135)	5 318	4 183

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 1 007 900 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 13 385 400 \$ sont disponibles : 12 250 000 \$ à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 et 1 135 400 \$ du crédit 20 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Paievements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	16 020 000	.....
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	1 737 000	.....
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	25 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	17 782 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	12 250 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	213 554	.....
Montant net des paiements de transfert	5 318 446	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence canadienne de développement économique du Nord

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 30	Crédit 35	Total
Fonds pour soutenir la remise en état ou l'amélioration d'infrastructures communautaires existantes (<i>poste horizontal</i>).....	.....	3 200	3 200
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	200	200
Total des crédits à adopter	.....	3 000	3 000
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne (200 000 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(200)	200	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	(200)	3 200	3 000

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 200 000 \$ sont disponibles du crédit 30 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Paievements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions pour le Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire	3 200 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Crédit 60	Total
Réinvestissement des redevances provenant de la propriété intellectuelle.....	20	.....	.....	20
Montant brut des crédits à adopter	20	.....	.....	20
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	20	.....	.....	20
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert de 49 943 849 \$ de Santé (crédit 1) – Pour l’entente sur les services partagés entre l’Agence de la santé publique du Canada et Santé pour les services internes	49 944	.....	.....	49 944
Transfert de 2 000 000 \$ de Santé (crédit 10) – Pour soutenir les mesures relatives à la santé pulmonaire en lien avec le tabagisme dans le cadre de la nouvelle Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme .....	.....	.....	2 000	2 000
Transfert de 343 722 \$ de Santé (crédit 1) – Pour le Bureau du dentiste en chef	344	.....	.....	344
Transfert de 309 800 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l’harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et de technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté .....	.....	310	.....	310
Transfert de 100 000 \$ de Santé (crédit 10) – Pour fournir un soutien au comité de la santé de l’Organisation de coopération et de développement économiques.....	.....	.....	100	100
Transfert à Santé – Pour le soutien au Réseau canadien autochtone du sida et pour la coordination des activités du groupe de travail autochtone international sur le VIH/sida dans le cadre de la conférence AIDS 2012.....	.....	.....	(150)	(150)
Transfert à Santé – Pour la réaffectation de personnel existant à la suite du transfert de fonctions organisationnelles de l’Agence de la santé publique du Canada à Santé.....	(369)	.....	.....	(369)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour soutenir la recherche sur les interventions en santé des populations, particulièrement dans les domaines d’inégalités en matière de santé pour les Autochtones, de l’obésité et de la santé mentale.....	.....	.....	(600)	(600)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour renouveler le financement pour le Réseau de recherche sur l’influenza afin de renforcer la recherche sur l’influenza au Canada en préparation d’une éventuelle pandémie de grippe .....	.....	.....	(1 484)	(1 484)
Transfert à Santé – Pour l’entente sur les services partagés entre l’Agence de la santé publique du Canada et Santé pour les services de vérification, d’évaluation, de gestion d’urgences et d’affaires internationales.....	(12 390)	.....	.....	(12 390)
Total des transferts	37 529	310	(134)	37 705
Présent budget supplémentaire des dépenses	37 529	310	(134)	37 705

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 19 533 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d’économies réalisées dans le cadre de l’examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subvention à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé	100 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaborations intersectorielles	2 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	2 100 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>2 234 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(134 000)	.....

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice, ainsi que le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	135 082 309	144 578	1	135 226 888
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	251 939 792	(1 747 863)	229 248 863	479 440 792
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 056 385	.....	.....	15 056 385
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	402 156 002	(1 603 285)	229 248 864	629 801 581
Agence des services frontaliers du Canada					
10b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1 663 018 906	2 478 010	1	1 665 496 917
15b	Dépenses en capital.....	203 386 046	(1 224 460)	.....	202 161 586
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	181 490 817	.....	.....	181 490 817
	Total des dépenses budgétaires	2 047 895 769	1 253 550	1	2 049 149 320
Service canadien du renseignement de sécurité					
20b	Dépenses du Programme.....	485 509 384	(2 121 250)	.....	483 388 134
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 061 884	.....	.....	48 061 884
	Total des dépenses budgétaires	533 571 268	(2 121 250)	.....	531 450 018

Nota : Le montant des « autorisations à ce jour » de l'Agence des services frontaliers du Canada comprend 156 284 674 \$ au crédit 10 et 85 209 290 \$ au crédit 15 qui ont été accordés en 2011-2012 et qui seront dépensés en 2012-2013.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Service correctionnel du Canada				
25	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et			
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;			
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;			
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;			
	d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements			
	2 372 553 852	.....	.....	2 372 553 852
30	Dépenses en capital, y compris les paiements à titre de contributions :			
	a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;			
	b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations			
	547 553 914	.....	.....	547 553 914
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	262 737 153	.....	.....	262 737 153
(L)	Fonds renouvelable CORCAN			
				
	Total des dépenses budgétaires	3 182 844 919	.....	3 182 844 919

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Commission nationale des libérations conditionnelles					
35a	Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice	47 606 853	.....	.....	47 606 853
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 938 240	.....	.....	5 938 240
	Total des dépenses budgétaires	53 545 093	.....	.....	53 545 093
Bureau de l'enquêteur correctionnel					
40a	Dépenses du Programme.....	4 179 922	.....	.....	4 179 922
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	570 098	.....	.....	570 098
	Total des dépenses budgétaires	4 750 020	.....	.....	4 750 020
Gendarmerie royale du Canada					
45b	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues, y compris les recettes pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 896 077 251	4 109 920	168 244 337	2 068 431 508
50b	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	300 051 091	(633 650)	41 477 841	340 895 282
55b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	132 497 594	.....	7 956 031	140 453 625
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 197 756	.....	.....	83 197 756
(L)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	332 791 024	.....	.....	332 791 024
(L)	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10).....	17 500 000	.....	.....	17 500 000
	Total des dépenses budgétaires	2 762 114 716	3 476 270	217 678 209	2 983 269 195
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada					
60a	Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1 604 901	.....	.....	1 604 901
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	105 170	.....	.....	105 170
	Total des dépenses budgétaires	1 710 071	.....	.....	1 710 071

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada					
65a	Dépenses du Programme.....	7 706 680	.....	.....	7 706 680
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	576 394	.....	.....	576 394
Total des dépenses budgétaires		8 283 074	.....	.....	8 283 074

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour les Accords d'aide financière en cas de catastrophe.....	.....	180 000	180 000
Fonds destinés à l'aide financière aux provinces et aux territoires pour les mesures d'atténuation prises en 2011 en prévision des inondations.....	200	50 000	50 200
Fonds pour la mise en œuvre d'initiatives de sécurité nationale et de gestion des urgences dans le cadre du Plan d'action pour la sécurité du périmètre et la compétitivité économique.....	1 372	.....	1 372
Fonds visant à surmonter les difficultés que pose la gestion des cas d'interdiction de territoire pour des raisons de sécurité, à protéger les renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration et à obtenir des assurances que la personne ne sera pas soumise à la torture dans des cas de renvoi exceptionnels (<i>poste horizontal</i>).....	373	.....	373
Fonds pour le renouvellement de la Stratégie nationale de répression de la contrefaçon (<i>poste horizontal</i>).....	109	.....	109
Montant brut des crédits à adopter	2 054	230 000	232 054
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 054	749	2 803
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	2	2
Total des fonds disponibles	2 054	751	2 805
Total des crédits à adopter	.....	229 249	229 249
Transferts			
Transfert de 417 560 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	418	.....	418
Réaffectation des ressources à l'interne (2 137 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(2)	2	.....
Transfert au Bureau du directeur des poursuites pénales – Pour soutenir et mettre en œuvre Crimorg.ca, un site Web national de lutte contre le crime organisé.....	(127)	.....	(127)
Transfert au Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité – Pour fusionner les fonctions d'examen du Service canadien du renseignement de sécurité en une seule organisation.....	(144)	.....	(144)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations.....	.....	(1 750)	(1 750)
Total des transferts	145	(1 748)	(1 603)
Présent budget supplémentaire des dépenses	145	227 501	227 646

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 054 410 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 751 137 \$ sont disponibles : 749 000 \$ à même le crédit et 2 137 \$ du crédit 1 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
Ministère

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles.....	180 000 000	.....
Aide financière aux provinces et aux territoires pour les mesures d'atténuation prises en 2011 en prévision des inondations.....	50 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	230 000 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>749 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 750 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	227 501 000	.....

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour les opérations de première ligne	20 309	.....	20 309
Fonds pour l'élaboration d'applications électroniques pour les voyageurs et les négociants dignes de confiance et pour ajouter neuf voies NEXUS	3 246	9 076	12 322
Fonds pour mettre à jour et simplifier le traitement des importations par la poste dans les centres de traitement du courrier et mettre à niveau l'infrastructure et les systèmes de TI	222	8 835	9 057
Fonds visant à soutenir le partage des renseignements avec les États-Unis en matière d'immigration (<i>poste horizontale</i>)	2 312	4 937	7 249
Fonds visant à surmonter les difficultés que pose la gestion des cas d'interdiction de territoire pour des raisons de sécurité, à protéger les renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration et à obtenir des assurances que la personne ne sera pas soumise à la torture dans des cas de renvoi exceptionnels (<i>poste horizontale</i>)	3 692	.....	3 692
Fond pour améliorer les mesures relatives à la perte et à l'annulation du statut de réfugié, en vertu de la <i>Loi visant à protéger le système d'immigration du Canada</i> (<i>poste horizontale</i>)	2 807	.....	2 807
Fonds pour mettre en œuvre une solution TI afin de faciliter la transmission de données aux utilisateurs externes et à d'autres ministères gouvernementaux	182	2 100	2 282
Fonds en appui à la modification du <i>Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> qui raie cinq pays de la liste des pays dont les citoyens sont dispensés de l'obtention d'un visa (<i>poste horizontale</i>)	216	.....	216
Montant brut des crédits à adopter	32 986	24 948	57 934
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	32 986	24 948	57 934
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de 3 045 890 \$ de Services partagés Canada (crédit 20) – Pour rajuster les montants à la suite de la création de Services partagés Canada	3 046	.....	3 046
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(568)	(1 224)	(1 792)
Total des transferts	2 478	(1 224)	1 254
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 478	(1 224)	1 254

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 32 985 647 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (28 247 800 \$) et des coûts du régime d'avantages sociaux des employés découlant de la conversion des fonds en crédits salariaux en 2011-2012 (4 737 847 \$).

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 24 948 427 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des reports des initiatives de 2011-2012 pour le remplacement des petits ports (15 100 000 \$) et pour l'armement (où les agents travaillent seuls) (9 848 427 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds visant à surmonter les difficultés que pose la gestion des cas d'interdiction de territoire pour des raisons de sécurité, à protéger les renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration et à obtenir des assurances que la personne ne sera pas soumise à la torture dans des cas de renvoi exceptionnels (<i>poste horizontal</i>).....	4 711
Recouvrement des produits de la vente d'habitations achetées dans le cadre du programme de vente d'habitation	1 508
Recouvrement des coûts liés au filtrage de sécurité des employés dans les centrales nucléaires et dans les installations gouvernementales provinciales.....	1 120
Recouvrement des produits provenant des droits de stationnement perçus.....	733
Montant brut des crédits à adopter	8 072
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	8 072
Total des crédits à adopter	.....
Transferts	
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(2 121)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(2 121)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 8 072 186 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 45	Crédit 50	Crédit 55	Total
Fonds pour les coûts assumés par le gouvernement fédéral quant aux services de police contractuelle dans tous les territoires contractuels	204 691	37 692	.....	242 383
Fonds pour la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du plan d'action Par-delà la frontière concernant l'intégration des opérations transfrontalières d'application de la loi (<i>poste horizontal</i>)	6 424	2 444	.....	8 868
Fonds pour indemniser des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions .....	.....	.....	7 956	7 956
Fonds pour le renouvellement de la Stratégie nationale de répression de la contrefaçon (<i>poste horizontal</i>)	2 402	57	.....	2 459
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers .....	.....	1 285	.....	1 285
Fonds visant à soutenir le partage des renseignements avec les États-Unis en matière d'immigration (<i>poste horizontal</i>)	943	.....	.....	943
Fonds pour la vérification de casiers judiciaires liée à des demandes de réhabilitation	289	.....	.....	289
Montant brut des crédits à adopter	214 749	41 478	7 956	264 183
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	46 505	.....	.....	46 505
Total des crédits à adopter	168 244	41 478	7 956	217 678
Transferts				
Transfert de 2 382 000 \$ d'Affaires indiennes et du Nord canadien (crédit 1) – Pour la divulgation de documents à la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	2 382	.....	.....	2 382
Transfert de 1 750 000 \$ de Sécurité publique et Protection civile (crédit 5) – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations	1 750	.....	.....	1 750
Transfert de 990 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté .....	.....	990	.....	990
Transfert de 20 000 \$ de la Défense nationale (crédit 1) – Pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	20	.....	.....	20
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(42)	(1 624)	.....	(1 666)
Total des transferts	4 110	(634)	.....	3 476
Présent budget supplémentaire des dépenses	172 354	40 844	7 956	221 154

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 45 : Des fonds autorisés totalisant 46 505 333 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (43 185 643 \$), de l'annulation d'initiatives de publicité (2 000 000 \$), du report du financement pour le projet de biométrie pour les résidents temporaires (867 356 \$) et du report du financement pour les mesures de réforme du système de protection des réfugiés (452 334 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
Gendarmerie royale du Canada

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11).....	7 956 031	.....

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et :				
	a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;				
	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;				
	c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice, y compris celles provenant de la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;				
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses				
	573 186 565	12 012 110	1	585 198 676	
5b	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses				
	110 300 695	500 000	1	110 800 696	
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions				
	1 201 817 893	(12 685 273)	.....	1 189 132 620	
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
	73 816 408	.....	.....	73 816 408	
(L)	Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile				
	77 516	.....	.....	77 516	
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile				
	2 000	.....	.....	2 000	
(L)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10)				
	83 372 000	.....	.....	83 372 000	
(L)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. (1993), ch. 43).....				
	60 328 877	.....	200 701	60 529 578	
(L)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. (1963), ch. 42)				
	3 300 000	.....	.....	3 300 000	
Total des dépenses budgétaires		(173 163)	200 703	2 106 229 494	

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses		
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Société canadienne des postes				
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales.....	22 210 000	.....	22 210 000
	Total des dépenses budgétaires	22 210 000	.....	22 210 000
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
20	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	576 397 810	.....	576 397 810
	Total des dépenses budgétaires	576 397 810	.....	576 397 810
Office des transports du Canada				
25	Dépenses du Programme.....	25 198 991	.....	25 198 991
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 484 437	.....	3 484 437
	Total des dépenses budgétaires	28 683 428	.....	28 683 428
La Société des ponts fédéraux Limitée				
30b	Paiements à La Société des ponts fédéraux Limitée.....	14 983 000	.....	26 224 693
	Total des dépenses budgétaires	14 983 000	11 241 693	26 224 693
Marine Atlantique S.C.C.				
35	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve	185 376 000	.....	185 376 000
	Total des dépenses budgétaires	185 376 000	.....	185 376 000
Bureau de l'infrastructure du Canada				
40b	Dépenses de fonctionnement	58 091 594	(4 267 080)	53 824 514
45b	Contributions	5 045 584 632	.....	5 153 950 932
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 973 028	.....	4 973 028
(L)	Fonds pour l'infrastructure verte .....	.....	99 418 105	99 418 105
	Total des dépenses budgétaires	5 108 649 254	(4 267 080)	207 784 405
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
50b	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	142 458 000	.....	182 933 000
	Total des dépenses budgétaires	142 458 000	40 475 000	182 933 000
Tribunal d'appel des transports du Canada				
55	Dépenses du Programme.....	1 284 898	.....	1 284 898
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	126 878	.....	126 878
	Total des dépenses budgétaires	1 411 776	.....	1 411 776

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses		
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour
VIA Rail Canada Inc.				
60b Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d’immobilisations et paiements en vue de la prestation d’un service ferroviaire aux voyageurs au Canada, conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	395 990 000	.....	79 661 000	475 651 000
Total des dépenses budgétaires	395 990 000	.....	79 661 000	475 651 000

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds de cession des ports.....	6 300	.....	10 000	16 300
Fonds pour protéger les milieux marins fragiles, lutter contre la pollution et renforcer les mesures de prévention (Initiative sur la santé des océans) (<i>poste horizontal</i>)	4 192	500	.....	4 692
Financement pour le Fonds d'infrastructure de transport de la Porte d'entrée et du Corridor de l'Asie-Pacifique.....	1 618	.....	.....	1 618
Fonds consacrés à la subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de rabotage pour marchandises et voyageurs.....	.....	.....	50	50
Montant brut des crédits à adopter	12 110	500	10 050	22 660
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	10 050	10 050
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	12 110	500	.....	12 610
Total des fonds disponibles	12 110	500	10 050	22 660
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Crédits législatifs				
Fonds destinés au paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>				201
Total des rajustements des crédits				201
Transferts				
Transfert de 51 837 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	52	.....	.....	52
Réaffectation des ressources à l'interne (12 610 273 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	12 110	500	(12 610)	.....
Transfert à Environnement – Pour l'Université maritime mondiale afin d'appuyer les programmes sur la qualité de l'air et les changements climatiques .....	.....	.....	(75)	(75)
Transfert au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada – Pour le Canadian Aquatic Invasive Species Network II	(150)	.....	.....	(150)
Total des transferts	12 012	500	(12 685)	(173)
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 012	500	(12 685)	28

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 12 110 273 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison du report du financement pour le Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 500 000 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison du report du financement pour le Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 10 049 609 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report du financement pour le Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Ministère

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	49 609	.....
Montant total brut des subventions	49 609	.....
<u>Contributions</u>		
(L) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> .....	.....	200 701
Fonds de cession des ports.....	10 000 000	.....
Montant total brut des contributions	10 000 000	200 701
Montant total brut des paiements de transfert	10 049 609	200 701
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	10 049 609	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	12 685 273	.....
Montant net des paiements de transfert	(12 685 273)	200 701

La Société des ponts fédéraux Limitée

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 30</u>
Fonds pour la construction du nouveau pont à bas niveau de Cornwall.....	11 242

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Total
Financement pour répondre aux engagements du gouvernement pour le fonds de la taxe sur l'essence en vue d'appuyer des projets d'infrastructure municipaux durables sur le plan de l'environnement et favorables à l'assainissement de l'air et de l'eau, ainsi qu'à une diminution des émissions de gaz à effet de serre.....	.....	122 000	122 000
Financement pour répondre aux engagements du gouvernement pour le Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires en vue de contribuer au rétablissement de l'équilibre fiscal tout en améliorant les infrastructures publiques du Canada.....	.....	114 615	114 615
Financement pour répondre aux engagements du gouvernement pour le Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures ciblant des projets stratégiques de grande envergure revêtant une grande importance sur les plans national et régional.....	.....	2 001	2 001
Montant brut des crédits à adopter	.....	238 616	238 616
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	130 250	130 250
Total des crédits à adopter	.....	108 366	108 366
Crédits législatifs			
Financement pour répondre aux engagements du gouvernement pour le Fonds sur l'Infrastructure verte afin d'améliorer la qualité de l'environnement et rendre l'économie plus viable à long terme.....			99 418
Total des rajustements des crédits			207 784
Transferts			
Transfert à Services partagés Canada – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada.....	(4 267)	.....	(4 267)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(4 267)	108 366	203 517

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 45 : Des fonds autorisés totalisant 130 250 288 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réaffectation du financement lié au Fonds sur l'infrastructure municipale (37 981 245 \$), au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (36 106 938 \$), au Fonds sur l'infrastructure verte (23 601 217 \$), au Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités (19 206 555 \$) et au Fonds sur l'infrastructure frontalière (13 354 333 \$).

Paielements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme de paiement de transfert du Fonds de la taxe sur l'essence.....	121 999 931	.....
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires.....	114 615 200	.....
(L) Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte.....	.....	99 418 105
Contributions en vertu du Fonds Chantier Canada – Volet Grandes infrastructures.....	2 001 457	.....
Montant total brut des contributions	238 616 588	99 418 105
Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....	130 250 288	.....
Montant net des paiements de transfert	108 366 300	99 418 105

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 50
Fonds pour la réfection du tablier du pont Honoré Mercier	39 120
Fonds pour la réfection du pont Champlain.....	1 355
Présent budget supplémentaire des dépenses	40 475

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

VIA Rail Canada Inc.

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 60
Fonds destinés à financer les besoins de fonctionnement et en capital	84 800
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5 139
Présent budget supplémentaire des dépenses	79 661

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 60 : Des fonds autorisés totalisant 5 139 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , des services de soutien internes à d'autres organisations; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2 036 048 637	.....	.....	2 036 048 637
5a	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	518 185 225	.....	.....	518 185 225
10	Contributions	5 497 037	.....	.....	5 497 037
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	92 625 938	.....	.....	92 625 938
(L)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	7 159 883	.....	.....	7 159 883
(L)	Fonds renouvelable des Services optionnels.....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(4 707 000)	.....	.....	(4 707 000)
	Total des dépenses budgétaires	2 669 887 236	.....	.....	2 669 887 236
Société du Vieux-Port de Montréal inc.					
15	Paielements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	25 173 000	.....	.....	25 173 000
	Total des dépenses budgétaires	25 173 000	.....	.....	25 173 000

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

		Présent budget supplémentaire des dépenses			
Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Services partagés Canada					
20b	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter au cours de l’exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de services de technologie de l’information – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1 372 550 023	650 886	1	1 373 200 910
25b	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	82 891 274	5 000 000	1	87 891 275
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés.....	101 519 823	.....	.....	101 519 823
Total des dépenses budgétaires		1 556 961 120	5 650 886	2	1 562 612 008

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Services partagés Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 20	Crédit 25	Total
Transfert de 5 000 000 \$ d’Affaires étrangères et Commerce international (crédit 5), de 4 267 080 \$ du Bureau de l’infrastructure du Canada (crédit 40), de 1 047 052 \$ de Pêches et Océans (crédit 1) et de 398 009 \$ de l’Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l’Ontario (crédit 50) – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada.....	5 712	5 000	10 712
Transfert à l’Agence des services frontaliers du Canada, à Affaires étrangères et Commerce international, à Patrimoine canadien, à la Commission de la fonction publique et à l’Agence Parcs Canada – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada.....	(5 061)		(5 061)
Présent budget supplémentaire des dépenses	651	5 000	5 651

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

ANNEXE

**Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet
de loi de crédits**

**Les documents suivants seront disponibles sur le site Internet du
Secrétariat du Conseil du Trésor ([www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/index-
fra.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/index-fra.asp)) :**

Prévisions législatives

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

**Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses
par article courant de dépense**

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

**Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des
dépenses**

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros des crédits, des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe 1 énumère les postes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013 et l'annexe 2, les postes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement. Par conséquent, ils ne sont pas compris dans la présente annexe.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé des crédits constitue les conditions sous lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) Crédits pour dépenses du Programme – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses sont imputées à un seul crédit.
- b) Crédits pour dépenses de fonctionnement – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars.
- c) Crédits pour dépenses en capital – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'une organisation compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital.
- d) Crédits pour subventions et contributions – Ce type de crédit est utilisé lorsque le montant total des dépenses en subventions et en contributions s'élève à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contributions » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) Crédits non budgétaires – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des dotations en capital relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou pour couvrir les dépenses d'une personne juridique, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) Crédits du Conseil du Trésor gérés par l'administration centrale – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'un certain nombre d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
 - i. Crédit pour éventualités du gouvernement – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui sont énumérés dans le présent budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits

- jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.
- ii. Crédit pour initiatives pangouvernementales – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
 - iii. Crédit pour rajustements à la rémunération – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
 - iv. Crédit pour assurances de la fonction publique – Ce crédit fournit les cotisations à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*.
 - v. Crédit pour le report du budget de fonctionnement – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.
 - vi. Crédit pour les besoins en matière de rémunération – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit des rajustements à la rémunération.
 - vii. Crédit pour le report du budget des dépenses en capital – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget des dépenses en capital de l'exercice précédent.

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	MINISTÈRE		
1b	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, du personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses ..	1	
5b	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
10b	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, du Programme de lutte contre la drogue en Afghanistan, du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, sous forme de paiements monétaires ou sous forme de produits ou de services; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2011	1	

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (<i>suite</i>)		
	MINISTÈRE (<i>suite et fin</i>)		
15b	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	4
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
30b	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements monétaires et de fourniture de biens ou services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
L35b	Agence canadienne de développement international, crédit L35, <i>Loi de crédit n° 2 pour 2012-2013</i> , est remplacé par l'énoncé suivant : Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, pour l'émission et le paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables ne doit pas dépasser 246 114 000 \$ à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013.....	1	
L40b	Agence canadienne de développement international, crédit L40, <i>Loi de crédit n° 2 pour 2012-2013</i> , est remplacé par l'énoncé suivant : Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne l'achat d'actions des institutions financières internationales ne doit pas dépasser 82 176 248 \$US, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013, soit un montant estimé à 83 307 437 \$CAN.....	1	
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		3
45b	Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses .....	.....	1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(fin)</i>		
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
60b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice; <i>b)</i> dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; <i>c)</i> autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; <i>d)</i> autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; <i>e)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	248 444 500	
10b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	222 352 170	
			470 796 670
	COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES POLAIRES		
25b	Commission canadienne des affaires polaires – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budgets des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
5b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		8 304 575
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE MINISTÈRE		
5b	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		13 778 950
	SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON		
10b	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>		3 399 000
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE MINISTÈRE		
1b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, de l'administration du Programme Agri-stabilité, et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	8 590 619	
5b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
10b	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	206 053 947	
			214 644 567

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE <i>(suite et fin)</i>		
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
25b	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	ANCIENS COMBATTANTS		
	MINISTÈRE		
1b	Anciens Combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	2 890 963	
5b	Anciens Combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	15 855 400	
			18 746 363
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1b	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 220 428	
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 2 031 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 442 013 \$	442 013	
			1 662 441

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRÉTARIAT		
1b	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice et pour d'autres activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
15b	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	83 059 327	83 059 328
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 574 327
	COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
30b	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité – Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1b	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 30 449 955 792 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 653 559 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; et autorisation de verser des paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada ou pour l'administration de tels programmes ou de telles ententes, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
5b	Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
			2
	CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
20b	Centre de la sécurité des télécommunications – Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , l'autorisation de dépenser au cours de l'exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités de l'organisation, y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	COMMISSION D'EXAMEN DES PLAINTES CONCERNANT LA POLICE MILITAIRE		
25b	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire – Dépenses du Programme		4 015 226

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
5b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		18 253 361
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1b	Environnement – Dépenses de fonctionnement et : a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 207 095	
5b	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	192 500	
10b	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 995 000	
			4 394 595

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
5b	Finances – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		8 582 614
	TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR		
25b	Tribunal canadien du commerce extérieur – Dépenses du Programme		1 300 000
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1b	Industrie – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes perçues au cours d'un exercice à la compensation de ses dépenses relatives à la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	44 383 035	
5b	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
10b	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions– Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	20 942 000	
			65 325 036
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
35b	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO		
55b	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		37 894 000
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
60b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement.....	61 151 173	
65b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
70b	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	90 000 000	
			151 151 174
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
80b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		16 315 305
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
95b	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		1 063 600

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1b	Justice – Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère, et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 757 990	
5b	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	21 630 000	23 387 990
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
30b	Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme .....	.....	3 028 012
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		
35b	Bureau du directeur des poursuites pénales – Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes et par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, ainsi que par la prestation de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses .....	.....	1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PARLEMENT		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5b	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes.....		1 586 114
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10b	Bibliothèque du Parlement – Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement		885 000
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses ..	1	
5b	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	7 545 519	7 545 520
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement		32 200 000
	MUSÉE CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE		
30b	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		46 700 000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
50b	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des Finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor.....		2 553 902
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
90b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
95b	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de produits et services d'évaluation et de counseling et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PÊCHES ET OCÉANS		
1b	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; <i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; <i>c)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; <i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	32 901 259	
5b	Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	25 025 637	
10b	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	26 389 874	
			84 316 770

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1b	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l'assurance-emploi et du Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire; <i>b)</i> en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent : (i) des services du Secteur des programmes d'accès public, (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail, (iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral, (iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14 <i>b)</i> de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État, (v) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ; <i>c)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	22 460 861	
5b	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	92 232 118	
			114 692 979

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1b	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère; et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
5b	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
			2
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
15b	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		76 800 000
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
20b	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		8 604 751
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
25b	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme		5 890 861

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	194 938 496	
5b	Santé – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
10b	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, sous forme de paiements monétaires ou encore de produits ou de services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	42 150 191	
			237 088 688
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
25b	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 287 600
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
35b	Agence canadienne de développement économique du Nord – Contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 000 000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ <i>(suite et fin)</i>		
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
50b	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
55b	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
60b	Agence de la santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
			3
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
1b	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice, ainsi que le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
5b	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	229 248 863	
			229 248 864

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE <i>(suite et fin)</i>		
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
45b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues, y compris les recettes pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	168 244 337	
50b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	41 477 841	
55b	Gendarmerie royale du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	7 956 031	
			217 678 209
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1b	Transports – Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice, y compris celles provenant de la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
5b	Transports – Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS <i>(suite et fin)</i>		
	LA SOCIÉTÉ DES PONTS FÉDÉRAUX LIMITÉE		
30b	Paiements à La Société des ponts fédéraux Limitée.....		11 241 693
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
45b	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions.....		108 366 300
	LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INC.		
50b	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal.....		40 475 000
	VIA RAIL CANADA INC.		
60b	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada, conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>		79 661 000
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
	SERVICES PARTAGÉS CANADA		
20b	Services partagés Canada – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours de l'exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de services de technologie de l'information – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
25b	Services partagés Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
			2
			2 462 500 413

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2014)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
25b	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de– Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
			2